



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 15 MARS 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

35

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du cinq mars courant 1902, de nommer messieurs Pierre Amable Archambault, ci-devant greffier conjoint de la cour de circuit, pour le district de Montréal, et Amédée Geoffrion, avocat, de la cité de Montréal, greffier conjoint de la dite cour de circuit du district de Montréal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du sixième jour du mois d'avril 1898, pour la paroisse de Saint François-Xavier de Verchères, comté de Verchères, et de nommer, par commission en date du cinq mars dernier 1902, MM. Félix Larose, marchand, Alphonse Dupré, Joseph Pigeon et Pierre Amiot, cultivateurs, commissaires de la dite cour.

1091

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 15th MARCH, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

36

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the fifth of March instant, 1902, to appoint Messrs Pierre Amable Archambault, formerly joint clerk of the circuit court for the district of Montreal, and Amédée Geoffrion, advocate, of the city of Montreal, joint clerk of the said circuit court of the district of Montreal. 1108

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the sixth of April, 1898, for the parish of Saint-François-Xavier, in the county of Verchères, and to appoint, by commission dated the fifth day of March last, 1902, Messrs Félix Larose, merchant, Alphonse Dupré, Joseph Pigeon and Pierre Amiot, farmers, commissioners of the said court. 1092

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, le 7 mars 1902, en vertu des dispositions des articles 326 et 327 du code municipal, de nommer MM. James Hall, Andrew Keyes et Robert Elliott, conseillers de la municipalité de Saint Columban, comté de Deux-Montagnes, en remplacement d'eux-mêmes, aucune élection n'ayant eu lieu en janvier dernier, suivant la loi. 1089

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par arrêté en conseil, en date du six mars 1902, de nommer M. Thomas Arthur Gauthier, assistant greffier de la cour du recorder, de la cité de Montréal, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 2572 des Statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur le district de Montréal, ainsi que M. Paul Etienne Parent, ingénieur et surintendant des travaux publics, de la cité des Trois-Rivières, en vertu du même article, avec juridiction sur toute la province. 1119

Proclamations

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTÉ.

(L. S.)
EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBAULT, }
Proc. Gén. } ATTENDU que dans et par un acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de Sa Majesté feue la Reine Victoria, et intitulé : " Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entre autres choses, décrété que " le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ;" Et ATTENDU que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de PONTIAC, dans le district d'OTTAWA, dans Notre province de Québec, en un canton sous le nom de canton ESHER ;

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale, établissons en un canton, sous le nom de canton ESHER, cette étendue de nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de PONTIAC, dans le dit district d'OTTAWA, dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable S. N. Parent, Notre Ministre du département des Terres, Mines et Pêcheries, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province, savoir :

Le territoire partant d'une borne plantée sur la rive nord de la rivière Ottawa, pour marquer le

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 7th of March, 1902, in virtue of the provisions of articles 326 and 327 of the municipal code, to appoint Messrs James Hall, Andrew Keyes and Robert Elliott, councillors of the municipality of Saint-Columban, county of Two-Mountains, continued in office, seeing that there has been no election in the month of January last, according to law. 1090

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixth of March, 1902, to appoint M. Thomas Arthur Gauthier, assistant clerk of the Recorder's Court, of the city of Montreal, a justice of the peace in virtue of the provisions of article 2572 of the Revised Statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the district of Montreal, and also Mr. Paul Etienne Parent, engineer and superintendent of public works, of the city of Three Rivers, in virtue of the same article, with jurisdiction over the entire province. 1120

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

(L. S.)
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, the United of Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBAULT, }
Atty. Gen. } WHEREAS, in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intitled : " An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that " the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof ;" AND WHEREAS we have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of PONTIAC, in the district of OTTAWA, in Our Province of Quebec, into a township under the name of township ESHER ;

THEREFORE, under the authority of the aforesaid act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township under the name of the township of ESHER, the said extent of Our wild lands situate and being in the said county of PONTIAC, in the said district of OTTAWA, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable S. N. Parent, Our Minister of Lands, Mines and Fisheries, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

Starting from a post planted on the north bank of the Ottawa river, to mark the summit of the

sommet de l'angle ouest du canton Sheen et en même temps celui de l'angle sud du canton Esher, une ligne droite établie suivant la direction astronomique nord, trente degrés dix minutes est (N. 30° 10' E.) sur une longueur de six cent quarante-deux chaînes et quatre-vingt chaînons (642.80), plus ou moins, et se terminant au poteau ou borne plantée au sommet commun des angles nord du canton Sheen et est du canton Esher; de ce poteau ou borne, menée dans la direction astronomique nord, soixante degrés ouest (N. 69° O.), une ligne droite mesurant sept cent vingt (720) chaînes, plus ou moins, jusqu'à une certaine borne plantée sur cette dernière ligne pour marquer le sommet de l'angle nord du dit canton Esher et le coin est du dit canton projeté de Malakoff; de cette dernière borne, une ligne droite parallèle à la limite nord-ouest du canton Sheen, mesurant six cent quatre-vingt-neuf chaînes et cinquante chaînons (689.50), plus ou moins, jusqu'à la rive nord de la rivière Ottawa; de ce dernier point, enfin, la dite rive nord jusqu'au point de départ, soit sept cent vingt (720) chaînes, plus ou moins, en ligne droite dans une direction astronomique sud, soixante et quatre degrés est, (S. 64° E.), ou à peu près, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres, Mines et Pêcheries.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le TROISIEME jour du mois d'AVRIL prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit TROISIEME jour du mois d'AVRIL prochain, un canton sous le nom du canton ESHER, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton, sous le nom du canton ESHER, comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIEME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

1109

Canada,
Province de
Québec.

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

west angle of the township Sheen and at the same time that of the south angle of the township Esher, a straight line following a direction astronomically north, thirty degrees ten minutes east (N. 30° 10' E.) on a length of six hundred and forty-two chains and eighty links (642.80), more or less, and ending at the post or bound planted at the summit of the north angle of the township Sheen and the east one of the township Esher; from this post or bound, drawn in a direction astronomically north sixty degrees west (N. 60. W.), a straight line measuring seven hundred and twenty (720) chains, more or less, to a certain bound planted on this last line to mark the summit of the north angle of the said township Esher and the east corner of the said projected township of Malakoff; from this last bound, a straight line parallel with the north west limit of the said township Sheen, measuring six hundred and eighty-nine chains and fifty links (689.50), more or less, to the north bank of the Ottawa river; from the last point, lastly, the said north bank to the starting point, or seven hundred and twenty (720) chains, more or less, in a straight line in a direction astronomically south, sixty-four degrees east (S. 64° E.) or thereabouts, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the Lands, Mines and Fisheries Department.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said Act, We do by these presents declare and ordain that the THIRD day of the month of A P R I L next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said THIRD day of the month of A P R I L next, a township under the name of the township of E S H E R, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township, under the name of the township of ESHER, as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of the month of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

JOS. BOIVIN,

Deputy provincial secretary.

1110

Canada,
Province of
Québec.

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU que M. C. N. Hamel, }
Proc.-Genl. } *Atty. General.* }
 secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Prosper, dans le comté de Dorchester, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Vers le nord-ouest par la rivière Famine depuis la limite ouest du canton Watford jusqu'à l'embouchure de la rivière Veilleux ; vers le sud-est par la ligne limitative entre les cantons Metzgermette Nord et Watford ; vers le nord par la rivière Veilleux dans le rang quatre (IV), et dans les rangs cinq (V), six (VI), et sept (VII) nord-est ; vers le sud par la ligne limitative entre le dit canton Watford et le canton Linière, dans le comté de Beauce ; vers le nord-est par la ligne qui sépare les lots Nos vingt-deux (22) et vingt-trois (23), dans les rangs huit (VIII), neuf (IX), dix (X) et onze (XI) nord-est ; et vers le sud-ouest par la ligne limitative entre le dit canton Watford et la seigneurie Aubin-Delisle située dans le comté de Beauce.

La dite paroisse couvre une étendue de soixante (60) milles carrés, plus ou moins.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Prosper, ci-dessus décrites :

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Prosper, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

a Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIEME jour de MARS dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS BOIVIN,

Sous-Secrétaire de la province.

1121

ERRATUM.

A la page 614, de la "Gazette Officielle" du 8 mars 1902, No 1083, lisez Saint-Majorique de Grantham, au lieu de Saint-Majorique de Farnham. 1105.

PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS M. C. }
Atty. General. } *N. HAMEL,* }
 secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the roman catholic diocese of Quebec, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Prosper, in the county of Dorchester, in the said Roman Catholic Diocese of Quebec, to be as follows, that is to say :

On the north west by the river Famine from the western limit of the township Watford to the mouth of the river Veilleux ; on the south east by the boundary line between the townships Metzgermette North and Watford ; on the north by the river Veilleux in range four (IV) north east ; and in the ranges five (V), six (VI), and seven (VII), north east, on the south by the boundary line between the said township Watford and the township Linière, in the county of Beauce ; on the north east by the line which separates lots Nos. twenty-two (22) and twenty-three (23), in the ranges eight (VIII), nine (IX), ten (X) and eleven (XI), north east ; and on the south west by the boundary line between the said township Watford and the seigniorie Aubin-Delisle, situate in the county of Beauce.

The said parish covers an area of sixty (60), square miles, more or less.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Prosper aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Prosper, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec,

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TENTH day of MARCH, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

1122

ERRATUM.

At page 614, of the "Official Gazette" of the 8th of March, 1902, No. 1083, read Saint Majorique de Grantham, instead of Saint Majorique de Farnham.

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du septième jour de mars 1902, incorporant l'honorable juge Charles Doherty, J. C. S.; Raymond Préfontaine, C. R., et maire de Montréal; Wilson Smith, courtier; Alfred Baumgartin, manufacturier; Octavien Rolland, jr., marchand; James Walker, jr., marchand; Alphonse Raza, architecte, tous de Montréal, dans les buts suivants, savoir: de construire et établir un club de chaloupes dans le village et paroisse de Saint-Agathe-des-Monts, dans le comté de Terrebonne, et de posséder et tenir des terrains pour amusements, chaloupes et pelouses, en rapport avec le dit club de chaloupes, sous le nom de "The Saint-Agathe Boating Club" avec un fonds social de trente mille piastres (\$3,000.00) divisé en soixante (60) actions de cinquante piastres (\$50) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce huitième jour de mars 1902.

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

1111

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du septième jour de mars 1902, incorporant Francis Mary Duggan, comptable; Arthur Picard, marchand; James Joseph Murphy, marchand à commission; Charles DeGuise, avocat; Louis Philippe Pelletier, avocat et conseil du Roi; Jean George Garneau, marchand; William Power, marchand de bois; Fergus Murphy, avocat; Walter John Breen, sténographe, tous de la cité de Québec, dans la province de Québec, dans les buts suivants, savoir: acheter, vendre, louer, posséder des immeubles et faire toutes les transactions concernant les immeubles, sous le nom de "The Columbus Building Association," avec un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en trois mille (3,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce huitième jour de mars 1902.

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

1113

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du douzième jour de mars 1902, incorporant Eugène Delfosse, marchand, Percival Ross, Alexander Ross, comptables, Charles Blacklay, gérant, tous de la cité de Montréal, et Alexandre Millette, gérant, de la ville de Longueuil, pour les fins suivantes, savoir:—faire le commerce en général de marchandises et d'objets et effets pour décorations de magasins, faire l'importation et l'exportation de telles marchandises et objets ou effets.

Manufacturer des objets et effets en cuivre, nickel, acier et autre métal, en bois et cire, des fleurs et plantes artificielles.

Avoir le pouvoir d'acquérir toute autre entreprise

Government Notices

Public notice is hereby given that under "The Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great seal of the province of Québec bearing date the seventh day of March 1902, incorporating Honorable Justice Charles Doherty, J. S. C.; Raymond Préfontaine, K. C., and mayor of Montreal; Wilson Smith, broker; Alfred Baumgartin, manufacturer; Octavien Rolland, jr., merchant; James Walker, jr., merchant; Alphonse Raza, architect, all of Montreal, for the following purposes, viz: to build and establish a boating club in the village and parish of Sainte-Agathe-des-Monts, in the county of Terrebonne, and to have and to hold play grounds boats and lawns, in connection with said boating club, under the name of "The Sainte-Agathe Boating Club," with a capital stock of three thousand dollars (\$3,000.00), divided into sixty shares (60) of fifty dollars (\$50) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this eighth day of March, 1902.

ADELARD TURGEON,

Provincial secretary.

1112

Public notice is hereby given that under "The Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great seal of the province of Québec, bearing date the 7th of March, 1902, incorporating Francis Mary Duggan, accountant; Arthur Picard, merchant; James Joseph Murphy, commission merchant; Charles DeGuise, advocate; Louis Philippe Pelletier, advocate and King's Counsel; Jean George Garneau, merchant; William Power, lumber merchant; Fergus Murphy, advocate; Walter John Breen, stenographer, all of the city of Québec, in the province of Québec, for the following purposes, viz: to buy, sell, lease, and hold real estate and to carry on all transactions relating to real estate under the name of "The Columbus Building Association," with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into three thousand shares (3,000) of five dollars (\$5.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this eighth day of March, 1902.

ADELARD TURGEON,

Provincial secretary.

1114

Public notice is hereby given that, under "The Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the twelfth day of March, 1902, incorporating Eugène Delfosse, marchand, Percival Ross, Alexander Ross, accountants, Charles Blacklay, manager, all of the city of Montreal, and Alexandre Millette, manager, of the town of Longueuil, for the following purposes, to wit:—to carry on a general trade in merchandize and fixtures for shop decorations, to carry on the importation and exportation of such merchandize and fixtures.

To manufacture fixtures of copper, nickel, steel or other metal, also of wood or wax, and artificial flowers and plants.

To have power to acquire any other enterprise of

du même genre, sous le nom de "The Delfosse Company," avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000), divisé en cinq mille actions (5,000) de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Dated au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour de mars 1902.

JOS. BOIVIN,
1167 Sous-secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7198.

Stratford.

Lot 24, du 6e rang sud-ouest, à Damase Marcotte.
Adj. 7199.

Labelle

Lot 26, du rang "B", à Victor Raymond.
E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 10 mars 1902. 1123

No 3513.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 3 mars courant, 1902, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Rivière aux Pins", pour les catholiques seulement, les lots suivants du cadastre, savoir : détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gabriel-Ouest, comté de Québec, les Nos 47, 48, 49, 50, 158, 172, 178, 179, partie de 182, 187, 191, 192, partie de 194, 206, 208, 215, 419, 434, 439, 442, 443, 449, 450, partie de 451, 455, 456, 460, 461, 462, 463, 465, 466, 467 A, 476, 477, 478, 479, 491, 494, 518, 557, 519, 520, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 628, 629, 630 et 631 ; détacher de la municipalité de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, les Nos suivants, savoir : 631, 643, 644, 645, 646, 647, 650, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 661 et 662 ; détacher de la municipalité du Lac Saint-Joseph, comté de Portneuf, les Nos suivants, savoir : 648, 649, 651, 659 et 660.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902. 1117

AVIS

DANS LA COUR DE L'ÉCHIQUIER DU CANADA

Des séances spéciales de la cour de l'Échiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., auront lieu aux temps et endroits suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance ; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite

the same kind, under the name of "The Delfosse Company" with a capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000), divided into five thousand (5,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this twelfth day of March, 1902.

JOS. BOIVIN,
1168 Deputy Provincial Secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Québec, viz :
Adj. 7198.

Stratford.

Lot 24, in 6th range south west, to Damase Marcotte.
Adj. 7199.

Labelle.

Lot 26, in range "B", to Victor Raymond.
E. E. TACHÉ,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Québec, 10th March, 1902. 1124

No. 3513.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 8th March instant, 1902, to erect into a separate school municipality, under the name of "Rivière aux Pins", for catholics only, of the following lots of the cadastre, to wit : to detach from the school municipality of Saint-Gabriel-West, in the country of Québec, the lots Nos 47, 48, 49, 50, 158, 172, 178, 179, part of 182, 187, 191, 192, part of 194, 206, 208, 215, 419, 434, 439, 442, 443, 449, 450, part of 451, 455, 456, 460, 461, 462, 463, 465, 466, 467 A, 476, 477, 478, 479, 491, 494, 518, 557, 519, 520, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 628, 629, 630 and 631 ; to detach from the municipality of Sainte-Catherine, county of Portneuf, the following numbers to wit : 631, 643, 644, 645, 646, 647, 650, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 661 and 662 ; to detach from the municipality of Lake Saint-Joseph, in the county of Portneuf, the following lots to wit : 648, 649, 651, 659 and 660.

This erection only to take effect on the first of July next, 1902. 1118.

NOTICE

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA

Special sittings of the Exchequer Court of Canada, for the trial of cases &c., will be holden at the following times and places, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court, at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting ; and if no case or matter is so entered or set down for either of such sit-

pour aucune telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q., commençant mardi, le 6e jour de mai A. D., 1902, à 11 heures a. m.

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant mardi, le 13e jour de mai A. D., 1902, à 11 heures a. m.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,

1065

Régistrare.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 15 février 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, par Robert Bennett Hutcheson, écuyer, notaire public, de la ville de Westmount, et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire John Helder Isaacson, en son vivant notaire public, pratiquant en la cité de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat. Article 3685 des S. R. P. Q.

ADELARD TURGEON,

797-4

Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 63, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverser, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte précédent, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle pré-

ceding, then the same shall not be holden, viz :

At the court house, in the city of Montréal, P. Q., commencing on Tuesday, the 6th day of May A. D., 1902, at 11 A. M.

At the court house, in the city of Québec, P. Q., commencing on Tuesday, the 13th day of May A. D., 1902, at 11 A. M.

By order,

L. A. AUDETTE,

1066

Registrar.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 15th February, 1902.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Québec, by Robert Bennett Hutcheson, esquire, notary public, of the town of Westmount, and practising in the city and district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of John Helder Isaacson, in his lifetime notary public, practising in the city of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code. Article 3685 R. S. P. Q.

ADELARD TURGEON,

798

Provincial secretary

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 63, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding

édante, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de ce bill déposent au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des membres en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

31

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la

rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or indivisible advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

32

LOUIS FRECHETTE,

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Road, Telegraph or Telephone pike, or for the construction or improvement of a Harbour, Canal,

construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par eux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act. — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or a newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice of shall be continued, in the case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, any person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and or three hundred dollars in all other cases.

es sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

" Les bills pour incorporer es villes ne doivent contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et enoifiant, dans chaque cas particulier, la clause ou statut général que l'on désiara éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogré. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront renvits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

" Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution ou incorporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

" Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

" Lorsque les bills privés sont introduits dans but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier ou chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) " Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) " Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) " Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) " A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

33

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que Roch Moïse Samuel Mignault, médecin, de Saint-Michel d'Yamaska, Jules Allard, avocat, Oscar Gladu, notaire, Elisée Courchesne, régistrateur, de Saint-François du Lac, Adolphe Laperrière, fils, marchand, de Saint-Thomas de Pierreville, Louis Téléphore Trempe, négociant, Arthur Edmond Pontbriand, manufacturier, Charles Omer Paradis, négociant, Charles John Campbell Würtele, avocat, Cyrille Labelle, bourgeois, Louis Sigebert Robitaille, négociant, Jean François Régis Latraverse, médecin, Gustave Hardy, négociant, Bruno Leclair, contracteur, Jean Baptiste Arthur Falardeau, négo-

34

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Roch Moïse Samuel Mignault, physician, of Saint Michel d'Yamaska, Jules Allard, advocate, Oscar Gladu, notary, Elisée Courchesne, registrar, of Saint François du Lac, Adolphe Laperrière, jnr, merchant, of Saint Thomas de Pierreville, Louis Téléphore Trempe, trader, Arthur Edmond Pontbriand, manufacturer, Charles Omer Paradis, trader, Charles John Campbell Würtele, advocate, Cyrille Labelle, burgess, Louis Sigebert Robitaille, trader, Jean François Régis Latraverse, physician, Gustave Hardy, trader, Bruno Leclair, contractor, Jean Baptiste Arthur Falardeau, trader, Jean François Félix Boulais, banker, o

ciant, Jean François Félix Boulais, banquier, de Sorel, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qui s'adjoindront à eux, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Sorel," et leur octroyant une charte pour acquérir, ériger, construire, étendre, entretenir et exploiter, dans les comtés de Verchères, Richelieu, Yamaska et Nicolet, des lignes et systèmes électriques pour la production de la lumière, de la chaleur et de la force motrice et toute autre source de lumière, de chaleur et de force et toutes autres industries se rattachant aux diverses applications de l'électricité ou en résultant, des moulins et usines pour le sciage et la préparation du bois, la fabrication de la pulpe, et des moulins à farine; à ces fins, utiliser les pouvoirs hydrauliques situés sur la rivière Saint-François entre et y compris la paroisse de Saint-Joachim et le village de la paroisse de Saint-François du Lac; acquérir et posséder tous pouvoirs hydrauliques, faire tous travaux nécessaires pour fournir la lumière, la chaleur et la force motrice aux cités, villes, villages et paroisses, et aux établissements industriels se trouvant dans les dits comtés; acquérir et posséder tous terrains, et les exproprier si besoin, nécessaires pour construire chaussées, ateliers, usines, etc., avec tous les droits, pouvoirs et privilèges nécessaires aux dits fins.

JULES ALLARD,
Procureur des requérants.

Saint-François du Lac, 24 janvier 1902. 721-5

Avis public est par les présentes donné que je m'adresserai à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à m'admettre au nombre de ses membres, et à m'accorder une licence pour pratiquer comme médecin et chirurgien dans cette province.

WILLIAM CHARLES MILLS, M. D.
Montréal, 11 février 1902. 731-5

Avis Divers

ERECTION CIVILE d'une partie du territoire de la paroisse du Saint-Enfant Jésus de Montréal, comté d'Hochelaga, en paroisse distincte sous le titre de Saint-Viateur d'Outremont.

Attendu que par l'article No 3391 des Statuts refondus de la province de Québec, il est statué que chaque paroisse érigée ou qui le sera à l'avenir pour des fins religieuses par l'autorité ecclésiastique, dans les limites de la paroisse de l'ancien territoire de Notre-Dame de Montréal, déjà démembrée et reconnue civilement, est et sera une paroisse catholique à dater de l'insertion dans la "Gazette Officielle de Québec," d'un avis de l'émission du décret canonique qui l'a érigée ou qui l'érigera, et cela aussi amplement que si telle paroisse eut été reconnue et ratifiée pour les fins civiles en vertu du présent chapitre 50 Victoria, ch. 24, s. 1. (art. 3391 des Statuts refondus de la province de Québec.)

Nous avons érigé, et par les présentes nous érigeons en titre de cure et de paroisse, sous l'invocation de Saint-Viateur, confesseur, dont la fête se célèbre le 21 octobre, tout le territoire compris dans les limites actuelles de la ville d'Outremont. (Voir la "Gazette Officielle" de Québec du 23 février 1875 et 58 Victoria, 12 janvier 1895.)

Sorel, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining the passing of an act incorporating them and all such others as may join them, under the name of the "Sorel Electric Company", and granting them a charter for the purpose of acquiring, erecting, building, extending, maintaining and operating in the counties of Verchères, Richelieu, Yamaska and Nicolet, electric lines and systems for producing light, heat and motive power and for all other industries connected with the various cases to which electricity may be applied or resulting therefrom, mills and workshops for sawing and preparing lumber and manufacturing pulp and also grist mills, authorizing them for such purpose to make use of the water powers on the Saint Francis river between and including the parish of Saint Joachim and the village of the parish of Saint François du Lac; to acquire and own all water-powers, to do all the necessary works for employing light, heat and motive power to cities, towns, villages and parishes and to industrial establishments in the aforesaid counties; to acquire and own all lands and expropriate the same when necessary for building dams, workshops factories, &c., with all the rights, powers and privileges necessary to the said purposes.

JULES ALLARD,
Solicitor for applicants.

Saint François du Lac, 24th January, 1902. 722

Public notice is hereby given that I will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit me amongst its members, and to grant me a license to practise as physician and surgeon in this province.

WILLIAM CHARLES MILLS, M. D.
Montreal, 11th February, 1902. 732

Miscellaneous Notices

CIVIL ERECTION of a part of the territory of the parishes of Le Saint-Enfant Jésus de Montréal, county of Hochelaga, into a distinct parish by the name of Saint-Viateur d'Outremont.

Whereas by article 3391 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that every parish erected or which may here after be erected, for religious purposes by ecclesiastical authorities, within the limits of the parishes of the old territory of Notre Dame de Montréal, already dismembered and civilly recognized, is and shall be a roman catholic parish, from and after the insertion in the "Quebec Official Gazette," of a notice of the issue of the canonical decree which erected or shall erect the same, and that as fully as if such parish had been recognized and ratified for civil purposes in virtue of the present chapter 50 Vict., ch. 24, s. 1. (article 3391 of the said revised statutes of the province of Quebec.)

We have erected, and do hereby erect into a cure and parish, under the title of Saint Viateur, confessor, whose feast is celebrated on the 21st of october, all that territory comprised within the actual limits of the town of Outremont. (Vide "The Quebec Official Gazette" of the 23rd of February, 1875, and the Statute 58 Victoria, 12th January 1895.)

Pour être les dites cure et paroisse de Saint-Viateur entièrement sous notre juridiction spirituelle, à la charge par les curés ou les desservants, qui y seront établis par nous ou par nos successeurs, de se conformer en tout aux règles de discipline ecclésiastique établies dans le diocèse, spécialement d'administrer les sacrements, la parole de Dieu, et les autres secours de la religion aux fidèles de la dite paroisse, enjoignant à ceux-ci de payer les dîmes et oblations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion, et qui intéressent leur salut éternel.

Donné à Montréal, en notre palais archiepiscopal, le 28 février mil neuf cent deux, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing de notre vice-chancelier.

✠ PAUL, arch. de Montréal.
Par ordre de Monseigneur,
L. CALLAGHAN, ptre.
Vice-chancelier.

Ce décret a été dûment publié au prône de la messe paroissiale de la dite paroisse ci-haut mentionnée les dimanches deux mars et neuf mars mil neuf cent deux, et une copie a été inscrite aux registres des dites paroisses avec certificat de sa publication.

C. DUCHARME, ptre, C. S. V.
Provincial.

Témoins : LOUIS BEAUBIEN,
JOS. PIERRE LEVESQUE.
Outremont, le 10 mars 1902.
Copie certifiée conforme à l'original.
J. S. FAUCHER, ptre C. S. V.
Secrétaire.

Outremont, le 10 mars 1902

Ville Saint-Louis, 9 mars 1902.

Par les présentes, je soussigné, certifie avoir, les dimanches deuxième et neuvième jours du mois de mars courant, publié au prône de notre messe paroissiale le décret canonique érigeant la ville d'Outremont en paroisse distincte et détachée de celle du Saint-Enfant Jésus de Montréal.

En foi de quoi
G. N. LePAILLEUR,
1126 Prêtre, curé.
Saint-Enfant Jésus de Montréal.

Avis est par le présent donné que sous quatre semaines consécutives de publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec," une demande sera faite au Lieutenant Gouverneur pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la loi comparative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1o Le nom collectif proposé de la compagnie sera le "Victoria Yacht Club, Limited."

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) Fournir des endroits de club de yacht

The said "cure" and parish of Saint Viateur of the Cross to be entirely under our spiritual jurisdiction, and the "curés" or priests administering the same, to be established there by us or by our successors, shall comply in all respects with the rules of ecclesiastical discipline established in this diocese, especially to administer the sacraments, the word of God and the other helps of religion to the faithful of the said parish, enjoining upon the latter to pay the tiths and offerings such as customary and authorized in this diocese, and to pay them respect and obedience in all matters relating to religion and concerning their eternal salvation.

Given at Montreal, in our archiepiscopal palace, on the 28th February, one thousand nine hundred and two, under our signature, the seal of our arms and the counter-seal of our vice-chancellor.

✠ PAUL, Ach. of Montréal.
By order of His Grace,
L. CALLAGHAN, priest,
Vice-chancellor.

This decree has been duly published at the "prone" of the parochial mass of the said parishes herein above mentioned, on the sundays of the second of March, one thousand nine hundred and two, and a copy of it has been inscribed in the registers of the said parishes with a certificate of its publication.

C. DUCHARME, priest, C. S. V.
Provincial.

Witnesses : LOUIS BEAUBIEN,
JOS. PIERRE LEVESQUE.
Outremont, 10th March, 1902.
Copy certified conformable to the original.
J. S. FAUCHER, priest, C. S. V.
Secretary.

Outremont, 10th March, 1902.

Town of Saint-Louis, 9th March, 1902.

I, the undersigned, hereby certify that I have, on the sundays of the second and ninth days of March instant, published at the "prone" of our parish mass, the canonical decree erecting the town of Outremont into a distinct parish and detached from that of Le Saint-Enfant Jésus de Montréal.

In testimony whereof,
G. N. LePAILLEUR,
1126 Parish priest.
Saint-Enfant Jésus de Montréal.

Notice is hereby given that after publication for four consecutive weeks of this notice, in the "Quebec Official Gazette," application will be made to the Lieutenant-Governor for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the "joint stock companies" incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is the "Victoria Yacht Club, Limited."

2. The objects for which incorporation is sought, are :

(a) To provide yacht club premises on

sur le lac Dechesne ou près de la ville d'Aylmer, dans la province de Québec, et préparer les dits endroits pour navigation en bateaux et en yachts et pour autres fins de la compagnie, et de fournir des pavillons, bains, salles de rafraîchissements et autres commodités y ayant rapport,

(b) Promouvoir la navigation en bateaux et en yacht et autres amusements et passe-temps aquatiques.

(c) Tenir et préparer des courses en bateau et en yacht et concours, et offrir et donner des prix, récompenses et distinctions ou y contribuer.

(d) Souscrire, devenir membre et coopérer avec toute autre association, soit incorporée ou non, dont les objets sont tous ou en partie semblables à ceux de cette compagnie.

(e) Acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte d'appareils et de toute sorte de provisions, liquides et solides, requises par les personnes fréquentant les endroits de la compagnie.

(f) Acheter, louer ou acquérir autrement toutes terres, bâtisses, servitudes, propriétés, meubles et immeubles qui peuvent être requises pour les fins de la compagnie ou capables d'être employés convenablement en rapport avec aucun des objets d'icelle.

(g) Prélever de l'argent par souscription, et accorder tous les droits et privilèges aux souscripteurs.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville d'Aylmer, dans la province de Québec.

4o Le fonds social proposé sera de dix mille piastres.

5o Le nombre d'actions sera de mille, et le montant de chaque action sera de dix piastres.

6o Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Robert Hughes Conroy, du dit village de Aylmer, propriétaire de moulin ; Alexander Harvey Taylor, estimateur de douanes ; James Evans Grant, marchand de quincaillerie ; William Alfred Grant, marchand de quincaillerie, et Edward Albert Olver, garde-magasin, tous de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

CODE & BURRITT,

Solliciteurs des requérants.

Daté ce 10e jour de mars 1902.

1131

Avis est par le présent donné que Dame Ada L. Whyman, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, épouse séparée quant aux biens de Robert P. Gilmour, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée par son dit époux, présentera le 28 avril 1902, à dix heures de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu, à la cour supérieure, siégeant dans et pour le district d'Ottawa, au palais de justice, en la cité de Hull, une requête aux fins d'obtenir une ordonnance enjoignant au registraire de la division d'enregistrement de Labelle, d'enregistrer :

1o. Promesse de vente, Beaudin, notaire, 5 avril 1886, par Alfred Hewson à Alfred Beaujean, des lots Nos. 355, 328, de la ville de Buckingham.

2o. Obligation affectant les dits lots par

lake Dechesne, at or near the town of Aylmer, in the province of Quebec, and lay out such premises for boating, yachting and other purposes of the company, and to provide pavillions, lavatories, refreshment rooms and other conveniences in connections therewith.

(b) To promote boating and yachting and other aquatic sports and pastimes.

(c) To hold and arrange boating and yachting races and competitions, and offer and grant or contribute towards the provision of prizes, awards and distinctions.

(d) To subscribe to, become a member of, and co-operate with any other association, whether incorporated or not, whose objects are altogether or in part similar to those of this company.

(e) To buy, sell and deal in all kinds of apparatus and all kinds of provisions, liquid and solid, required by persons frequenting the company's premises.

(f) To purchase, take or lease, or otherwise acquire any lands, buildings, easements, property, real and personal, which may be requisite for the purposes of, or capable of being conveniently used in connection with any of the objects of the company.

(g) To raise money by subscriptions, and to grant any rights and privileges to subscribers.

3. The chief place of business of the said company is to be the town of Aylmer, in the province of Quebec.

4. The intended capital stock is ten thousand dollars.

5. The number of shares is to be one thousand, and the amount of each share is to be of the value of ten dollars.

6. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : Robert Hughes Conroy, of said village of Aylmer, mill owner ; Alexander Harvey Taylor, customs appraiser ; James Evans Grant, hardware merchant ; William Alfred Grant, hardware merchant, and Edward Albert Olver, warehouseman, all of the city of Ottawa, in the province of Ontario, all of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

CODE & BURRITT,

Solicitors for appellants.

Dated this 10th day of March, 1902.

1132

Notice is hereby given that Dame Ada L. Whyman, wife separated as to property of Robert P. Gilmour, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, trader, and by him duly authorized for the purposes hereof, will, on the 28th April, 1902, at 10 o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as counsel can be heard, present to the superior court, in and for the district of Ottawa, at the court house, in the city of Hull, a petition for the purpose of obtaining an order enjoining the registrar of the registration division of Labelle, to register :

1. Promise of sale, Beaudin, notary, 5th April, 1886, by Alfred Hewson to Alfred Beaujean, of lots 355, 328, of the town of Buckingham.

2. Obligation, Beaudin, notary, 8th April,

Alfred Beaujean à James McLaren et al, Beaudin, notaire, 8 avril 1887.

30. Transport de la dite obligation par James McLaren et al, à la dite Ada L. Whyman, Beaudin, notaire, le 20 mars 1890.

Et faisant remonter cet enrégistrement comme suit : la dite vente, au 14 avril 1886; la dite obligation au 10 avril 1837, et le dit transport au 26 mars 1890.

FORAN & CHAMPAGNE,

Procureurs de la requérante.

Daté à Hull, ce 7 mars 1902. 1093

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Eagle Electric Light Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'acquérir, posséder, mettre en opération, louer, fournir, vendre et autrement employer l'eau, l'électricité, la vapeur et autre pouvoir pour les fins d'éclairage, de chauffage et de pouvoirs moteurs, et de louer de "The Labrador Electric and Pulp Company" le pouvoir suffisant pour les fins de cette compagnie, et aussi aucun des droits et privilèges que cette compagnie a acquis par sa charte.

3° La place d'affaires de la dite compagnie sera spécialement dans les comtés de Charlevoix et de Montmorency.

4° Le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal, district de Montréal et province de Québec.

5° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$25,000.00.

6° Le nombre d'actions sera de deux cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

7° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Rodolphe Forget, courtier ; Charles Archer, avocat ; Rolland Préfontaine, électricien ; Joseph L. Perron, avocat ; Joseph Avila Thivierge, comptable, tous de la cité de Montréal.

8° Les requérants ci-dessus nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté le Roi.

ARCHER & PERRON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 27 février 1902. 1001.2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la Loi Corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec.

1° Le nom de la compagnie sera "The T. F. Moore Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter et vendre du bois, charbon, coke, foin, grain et aliment de toutes sortes.

(b) De faire en général les affaires d'entrepreneur, de drayeur et charroyeur.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000.00).

1887, by Alfred Beaujean to James McLaren et al., affecting said lots.

3. Transfer, Beaudin, notary, 20th March, 1890, by James McLaren et al., to Ada L. Whyman of said obligation.

And ordering that such registration shall bear date as follows : the said sale, the 14th April, 1886 ; the said obligation, the 10th April, 1887 ; the said transfer, the 26th March, 1890.

FORAN & CHAMPAGNE,

Attorneys for Petitioner.,

Dated at Hull, this 7th March, 1902,

1094

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the "The Joint Stock Companies Incorporation Act," incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is the "Eagle Electric Light Company."

2. The object for which incorporation is sought is to acquire, possess, operate, lease, furnish, sell and otherwise use water, electric, steam and other power for lighting and eating purposes and motive powers, and to lease and rent from The Labrador Electric and Pulp Company sufficient power for the purposes of this company, and also any of the rights and privileges that company has acquired by its charter.

3. The said company will carry on business specially in the county of Charlevoix and the county of Montmorency.

4. The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal, and province of Quebec.

5. The amount of capital stock of the said company will be \$25,000.00.

6. The number of shares will be two hundred, and the amount of each share will be of one hundred dollars.

7. The names in full, address and calling of each of the applicants are as follows : Rodolphe Forget, broker ; Charles Archer, advocate ; Rolland Préfontaine, electrician ; Joseph L. Perron, advocate ; Joseph Avila Thivierge, accountant, all of the city of Montreal.

8. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the company and all reside in Canada and are subjects of His Majesty the King.

ARCHER & PERRON,

Attorneys for applicants.

Montreal, 27th February, 1902. 1002

Public notice is hereby given that within one month after the last publication hereof in the *Quebec official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in council for the province of Quebec, for the granting of a charter of incorporation under the provisions of the Joint Stock Companies Act, for the province of Quebec.

1. The name of the company is to be "The T. F. Moore Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To buy and sell wood, coal, coke, hay, grain and feed of all kinds.

(b) To do a general contracting, dredging and cartage business.

3. The head office of the said company shall be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is to be ten thousand dollars (\$10,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de cent, de \$100.00 chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Charles Francis Moore, marchand ; Robert Alfred Ernest Greenshields, avocat ; Arnold Wainwright, étudiant ; Holsey Lorne Mitchell, commis, et Alexander Wardrope Greenshields Macalister, avocat, tous des cités et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,**

Solliciteurs des requérants.
Montréal, 6 mars 1902. 1081.2

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la province de Québec, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, et ses amendements, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

Premièrement.—Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Charles A. Bull Produce Company."

Deuxièmement.—L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est d'acheter et vendre du beurre, du fromage, des œufs et produits agricoles en général.

Troisièmement.—La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

Quatrièmement.—Le fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

Cinquièmement.—Le nombre d'actions sera de cinq cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

Sixièmement.—Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Charles Irving Knight, de Hatley Est, province de Québec, marchand général ; Aaron Bull, de Farnham Est, dans la province de Québec, gentilhomme ; Charles Albert Bull, de la cité de Montréal, marchand de produits ; Demoiselle Annie Allison Horrigan, de la cité de Portland, Angleterre, fille majeure ; Roswell Corse Fisher, de la cité de Montréal, gentilhomme ; Horace H. Bailey, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, commis. Les trois premiers ci-dessus nommés seront les premiers directeurs de la dite compagnie. Tous les dits directeurs sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

DAVIDSON & RITCHIE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 26 février 1902. 945-3

Avis est donné que dans le cours du mois qui suivra la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, d'une charte d'incorporation par lettres patentes, suivant les dispositions de l'acte des compagnies à fonds social, à l'effet d'incorporer les requérants et toutes autres personnes qui pourraient devenir actionnaires dans la compagnie projetée, sous le nom et pour les fins suivantes :

1° Le nom proposé de la compagnie projetée est "Amiot, Lecours & Larivière Incorporée" ou "Amiot, Lecours & Larivière Incorporated."

2° L'objet pour lequel cette charte est demandée, est le commerce et la fabrication de tous articles de ferronnerie, plomberie, quincaillerie, peinture, matériel de constructions, métaux de toute espèce fabriqués ou non fabriqués, et aussi toute autre industrie de même nature et se rattachant au même commerce, avec pouvoir d'acquérir par achat, bail ou

5. The number of shares is to be one hundred, of the par value \$100.00 each.

6. The name in full and the address and calling of each of the applicants, are as follows : Charles Francis Moore, marchand ; Robert Alfred Ernest Greenshields, advocate ; Arnold Wainwright, student ; Holsey Lorne Mitchell, clerk, and Alexander Wardrope Greenshields Macalister, advocate, all of the city and district of Montreal, who shall be the first or provisional directors of the said company.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,**

Solicitors for applicants.
Montreal, 6th March, 1902. 1082

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for the province of Quebec, under the "Joint Stock Companies' Act and amendments" thereto, for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants hereinafter named and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for the purposes mentioned.

First.—The corporate name of the proposed company is "The Charles A. Bull Produce Company."

Second.—The object for which the incorporation is sought, is the purchase and sale of butter, cheese, eggs and general agricultural produce.

Third.—The chief place of business of the said company is the city of Montreal.

Fourth.—The capital stock of the said company is fifty thousand dollars.

Fifth.—The number of shares is five hundred, and the amount of each share is one hundred dollars.

Sixth.—The names in full and the address and callings of the applicants are as follows : Charles Irving Knight, of East Hatley, province of Quebec, general merchant ; Aaron Bull, of East Farnham, in the province of Quebec, gentleman ; Charles Albert Bull, of the city of Montreal, produce merchant ; Miss Annie Allison Horrigan, of the city of Portland, England, spinster ; Roswell Corse Fisher, of the city of Montreal, gentleman ; Horace H. Bailey, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, clerk ; of which the first three are to be the first directors of the said company. All the said directors reside in Canada, and are subjects of His Majesty.

DAVIDSON & RITCHIE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 26th February, 1902. 946

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette* application, will be made to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act," Revised Statutes of the province of Quebec, section 4694 and following, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes herein-after mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "Amiot, Lecours & Larivière Incorporée" or "Amiot, Lecours & Larivière Incorporated."

2. The purposes within the purview of the act, for which the incorporation is sought, are the trade and manufacture of hardware goods, plumbers' and steamfitters' supplies, oils, paints, contractors' furnishings, metals of all sorts, and other kindred material either raw or manufactured, and all branches of trade and industry connected therewith

autrement, toutes propriétés et tous outillages jugés nécessaires pour l'exploitation de l'entreprise.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera en cité de Montréal.

4° Le chiffre projeté du capital de la compagnie est de cent quatre-vingt-dix mille dollars (\$190,000.00.)

5° Le nombre des actions sera de 1900, au montant de \$100.00 chacune.

6° Le nom, l'adresse et la profession des requérants sont comme suit : Albert Amiot, Ernest Lecours, Frédéric Clément dit Larivière, tous trois marchands, Joseph Edouard Charbonneau, comptable, John G. Nelson, voyageur de commerce, John Goodman, voyageur de commerce, et François Xavier Desrivères, commis, tous sujets britanniques de la cité de Montréal, dont les trois premiers savoir : Albert Amiot, Ernest Lecours et Frédéric Clément dit Larivière sont les premiers directeurs de la dite compagnie.

CHARBONNEAU & PELLETIER,

Avocats des requérants.

Montréal, 11 février 1902.

799-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Quebec Opera House Company, Limited."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de construire, posséder, mettre en opération et maintenir un opéra dans la cité de Québec, le louer à prix fixe ou pour un pourcentage des profits, ou autrement, avec pleins droits de tenir des divertissements de toute sorte, opéras, théâtres, jeux, concerts, lectures, assemblées, etc., etc. ; construire, posséder, meubler, mettre en opération, maintenir, conduire ou louer un restaurant et toutes affaires y ayant rapport, y compris le droit de vendre des liqueurs sous licence ; aussi le droit d'acheter, vendre ou louer la propriété qui peut ai-après être requise pour autres restaurants ou affaires en rapport avec le dit restaurant ou opéra.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$100,000.

5° Le nombre d'actions sera de mille de la valeur au pair de \$100.00, divisé comme suit : 750 actions de 6%, de stock préférentiel cumulé, et 250 actions de stock ordinaire.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Honorable John Sharples, marchand ; Honorable Némèse Garneau, marchand ; Victor Châteauevert, marchand ; Harold Kennedy, marchand, et George Tanguay, marchand, tous de la dite cité de Québec, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

7° Les dits John Sharples, Némèse Garneau, Victor Châteauevert, Harold Kennedy et Georges Tanguay seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

ROY & CANNON,

Solliciteurs des requérants.

Québec, 18 février 1902.

815-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres

with power to buy or lease all real estate and machinery which may be necessary for said trade and manufacture.

3. The chief place of business of the said company is to be the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is one hundred ninety thousand dollars (\$190,000.00).

5. The number of shares is to be nineteen hundred, and the amount of each share is to be of the value of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : Albert Amiot, Ernest Lecours, Frédéric Clément dit Larivière, all three merchants, Joseph Edouard Charbonneau, accountant, John G. Nelson, commercial traveler, John Goodman, commercial traveler, and François Xavier Desrivères, clerk, all of the city and district of Montreal, of which Albert Amiot, Ernest Lecours and Frédéric Clément dit Larivière are to be the first or provisional directors of the said company.

CHARBONNEAU & PELLETIER,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 11th February, 1902.

800

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is to be "The Quebec Opera House Company, Limited."

2. The purposes for which incorporation is sought are : to build, own, carry on, operate and maintain an opera house in the city of Quebec, to lease at a fixed rental, or for a percentage of the profits, or otherwise, with full rights to provide entertainments of all sorts, operas, theatricals, plays, concerts, lectures, meetings, &c., &c. ; to build, own, equip, operate, maintain, carry on or lease a restaurant and all business connected therewith, including the right to sell liquors under license ; also the right to buy, sell or lease property which may hereinafter be required for branch restaurants or business in connection with such restaurant or opera.

3. The head office of the said company will be in the city of Quebec, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the said company is to be \$100,000.

5. The number of shares is to be one thousand of the par value of \$100.00, divided as follows : 750 shares of 6% cumulative preference stock, and 250 shares of common stock.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Honorable John Sharples, merchant ; Honorable Némèse Garneau, merchant ; Victor Châteauevert, merchant ; Harold Kennedy, merchant, and George Tanguay, merchant, all of the said city of Quebec, all of which residents of Canada and subjects of His Majesty.

7. The said John Sharples, Némèse Garneau, Victor Châteauevert, Harold Kennedy and Georges Tanguay shall be the first or provisional directors of the said company.

ROY & CANNON,

Solicitors for applicants.

Québec, 18th February, 1902.

816

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions

patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : " La Compagnie Manufacturière de Montmagny."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : l'exploitation d'une machinerie, d'une fonderie et en général la manufacture du bois, du fer et de la fonte.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie, sera en la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny.

4° Le fonds social sera de quarante mille dollars, divisé en quatre cents parts de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont : Victor Proteau, marchand ; Charles Eugène Létourneau, marchand ; Napoléon Létourneau, embouteilleur ; Omer Têtu, boulanger ; Elzéar Boulanger, navigateur ; Joseph Vallée, marchand ; tous de la ville de Montmagny, et Louis Coulombe, cultivateur ; A. N. Normand, industriel, de la paroisse de Saint-Thomas, et Ernest Roy, avocat, de la cité de Québec.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté, et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

ROY, BERGERON & SIMARD,

Procureurs des requérants.

Montmagny, 26 février 1902.

955-3

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que les soussignés, George P. Mathewman, dentiste ; Ernest Edmond Bérubé, commerçant ; Frank S. Mattman, fabricant de bière ; Fred A. Heney, propriétaire d'immeubles, tous de la cité d'Ottawa ; Pierre H. Durocher, épiciier ; F. Albert Labelle, notaire public ; Joseph Caron, marchand ; Hector G. Lafamme, agent d'assurance, et Pelmont Latrémouille, conducteur de voiture, tous de la cité de Hull, s'adresseront, par requête à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir l'émission de lettres patentes, sous le grand sceau octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation en corporation et corps politique.

Le nom social de cette compagnie sera "The Hull Brewing and Malting Company, Limited."

Elle aura pour objet la fabrication, vente et achat de bière (malt, beer, ale, lager beer, porter, etc., etc., etc.) et accessoires s'y rapportant.

Le principal siège de ses affaires sera en la cité de Hull.

Le chiffre de son fonds social sera de dix mille piastres, divisé en deux cents actions de cinquante piastres chacune.

Les premiers directeurs de cette compagnie seront Fred. A. Heney, propriétaire d'immeubles ; Geo. P. Mathewman, dentiste ; Edwin Stratford, gentilhomme ; William H. Brunel, ingénieur civil, tous de la cité d'Ottawa ; Ferdinand Barrette, marchand ; Pierre H. Durocher, épiciier, et Ferdinand A. Gendron, agent des terres de la Couronne, tous de la cité de Hull.

Daté à Hull, P. Q., ce dixième jour de février 1902.

F. ALBERT LABELLE, N. P.,

849-4

Pour les requérants.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la "Gazette Officielle de Québec," les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requé-

of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the projected company, will be "La Compagnie Manufacturière de Montmagny."

2. The purposes for which its incorporation is sought are : running a factory, a foundry and a general manufacture of timber, of iron and smelting.

3. The company's chief place of business will be in the parish of Saint Thomas de Montmagny.

4. The capital stock will be forty thousand dollars, divided into four hundred shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are : Victor Proteau, merchant ; Charles Eugène Letourneau, merchant ; Napoleon Letourneau, bottler ; Omer Têtu, baker ; Elzéar Boulanger, mariner ; Joseph Vallée, merchant, all of the town of Montmagny, and Louis Coulombe, farmer ; A. N. Normand, manufacturer, of the parish of Saint Thomas, and Ernest Roy, advocate, of the city of Québec.

6° The petitioners, all subjects of His Majesty, and residing in Canada, will be the first directors of the company.

ROY, BERGERON & SIMARD,

Attorneys for petitioners.

Montmagny, 26th February, 1902.

956

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that George P. Mathewman, dentist ; Ernest Edmond Bérubé, trader ; Frank S. Mattman, brewer ; Fred A. Heney, real estate proprietor, all of the city of Ottawa ; Pierre H. Durocher, grocer ; F. Albert Labelle, notary public ; Jos. Caron, merchant ; Hector E. Lafamme, insurance agent, and Pelmont Latrémouille, driver, all of the city of Hull, will apply, by a petition to His Honor the Lieutenant-Governor, for letters patent under the great seal, granting a charter constituting the petitioners and any other persons who may become shareholders in their projected company, a body politic and incorporated.

The corporate name of said company shall be "The Hull Brewing and Malting Company, Limited."

Its object shall be the manufacturing, selling and purchasing of malt, beer, ale, lager beer, porter, &c., &c., and the accessories for the same.

Its principal place of business shall be at the city of Hull.

The amount of its capital stock shall be ten thousand dollars, divided into two hundred shares of fifty dollars each.

The first directors of the company shall be Fred. A. Heney real estate proprietor, George P. Mathewman, dentist ; Edwin Stratford, gentleman ; William H. Brunel, civil engineer, all of the city of Ottawa ; Ferdinand Barrette, merchant ; Pierre H. Durocher, grocer, and Ferdinand A. Gendron, Crown Lands agent, all of the city of Hull.

Dated at Hull, P. Q., this tenth day of February, 1902.

F. ALBERT LABELLE, N. P.,

850

For petitioners.

Notice is hereby given that within a month from the last publication of this notice in the "Quebec Official Gazette," the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent under the joint stock companies incorporation act, constituting the petitioners and all other persons who may

rants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1o Le nom proposé de la compagnie sera "Beauchemin & Fils."

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont dans le but de faire des affaires comme manufacturiers d'instruments agricoles, d'engins et bouilloires, moulins, essieux pour voitures, constructeurs de vaisseaux, fondeurs, et fabricants de tous ouvrages en fer, fonte, acier, cuivre et bois, et toutes autres ouvrages ayant rapport à la mécanique.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Sorel, dans la province de Québec.

4o Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres \$50,000, divisé en cinq cents parts de (\$100.00) cent piastres chacune.

5o Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Philippe Beauchemin, industriel ; Alfred Beauchemin, comptable ; Victor Emmanuel Beauchemin, mécanicien ; Ovide Gauthier, menuisier ; Hormisdas Hudon Beaulieu, comptable, tous de la cité de Sorel province de Québec, et tous sont sujets anglais.

6o Que Philippe Beauchemin, Alfred Beauchemin et Victor Emmanuel Beauchemin, trois des requérants ci-dessus nommés seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

WURTELE & LACROIX

Avocats des requérants.

Sorel, 4 mars, 1902. 1035.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 186.

Clodomire Vézina, de Montréal, épouse commune en biens d'Odila Charette, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Odila Charette, menuisier, de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens est instituée en cette cause.

LOUIS MASSON,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 8 mars 1902. 1099

Province de Québec, }
District de Montréal, } Cour Supérieure.
No 2630.

Dame Hermine Martin dit Versailles, des cités et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Monette, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Monette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 7 mars 1902. 1127

Dame Marie Alphonsine alias Marie Simard, donne avis qu'elle a, ce jour, pris à la cour supérieure pour le district de Chicoutimi, une action en séparation de biens d'avec son mari, Pierre alias Pitre Martel, marchand, du village de Roberval, le 8 mars 1902.

L. A. LANGLAIS,

1133 Procureur de la demanderesse.

become shareholders in the projected company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereafter set forth, to wit :

1. The proposed name of the company will be Beauchemin & Fils.

2. The objects for which incorporation is sought are : carrying on business as manufacturers of agricultural implements, engines and boilers, mills, carriage axles, ship builders, founders and manufacturers of all iron-work, cast-iron, steel, brass and wood, and all other business connected with machinery.

3. The chief place of business of the company, will be in the city of Sorel, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred shares of one hundred dollars (100,000) each.

5. The names in full, residence and occupation of the petitioners are as follows : Philippe Beauchemin, manufacturer ; Alfred Beauchemin, accountant ; Victor Emmanuel Beauchemin, machinist ; Ovide Gauthier, joiner ; Hormisdas Hudon Beaulieu, accountant, all of the city of Sorel, province of Quebec, and all british subjects.

6. Philippe Beauchemin, Alfred Beauchemin and Victor Emmanuel Beauchemin, three of the above mentioned petitioners will be the first directors of the said company.

WURTELE & LACROIX,

Solicitors for applicants.

Sorel, 4th March, 1902. 1036.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 186.

Clodomire Vezina, of Montreal, wife common as to property of Odila Charette, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

Odila Charette, joiner, of Montreal, Defendant.

An action for separation of property is instituted in this cause.

LOUIS MASSON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 8th March, 1902. 1100

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No 2630.

Dame Hermine Martin dit Versailles, of the city and district of Montreal, wife commune en biens of Louis Monette, butcher, of the same place, duly authorized for the purpose hereof.

Plaintiff ;

vs.

The said Louis Monette, Defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th March, 1902. 1128

Dame Marie Alphonsine alias Marie Simard, gives notice that she has, this day, in the superior court for the district of Chicoutimi, instituted an action for separation of property from her husband, Pierre alias Pitre Martel, merchant, of the village of Roberval, on the 8th of March, 1902.

L. A. LANGLAIS,

1134 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 855.

Dame Emma Savage, de la paroisse de Saint-Martin, district de Montréal, épouse de J. Pierre Marchildon, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

PICHÉ & CORDEAU,
 Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 février 1902. 1025.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 185.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par Dame Elisa Dalpé, dûment autorisée aux fins des présentes, contre son époux, Christophe Collette, fils, commerçant, tous deux de la paroisse de Saint-Antoine, dans le district de Richelieu.

CHARLES AUGUSTE ARCHAMBAULT,
 Procureur de la demanderesse.

Montréal, 3 mars 1902. 1023.2

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Kamouraska. }
 No 2933.

Dame Clarisse Tremblay, épouse de Joseph Arthur Montreuil, commerçant, de la ville de Fraserville, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

GUST. J. CHAGNON,
 Avocat de la dite Dame Tremblay.

Fraserville, 3 mars 1902. 1037-2

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*

Dame Sophronie Delorme, du village de Granby, dit district, épouse de Jérémie Bachand, fils, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jérémie Bachand, fils, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 19 février 1902.

M. MAILHOT,
 Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, 19 février 1902. 913-3

Province de Québec, }
 District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
 No 3316.

Dame Amélia Groleau, de Saint Honoré de Shenley, épouse de Arthur Demers, industriel, domicilié dans la dite paroisse de Saint-Honoré de Shenley, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Arthur Demers, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30 janvier 1902.

VIDAL & MARTINEAU,
 Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph Beauce, 10 février 1902. 801.4

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien vendra par encaissement public, le 3e jour d'avril 1902, dans le rez-de-chaussée de la gare de la station de la rue Windsor, à 10 heures a. m., dans la cité de Montréal, les effets de bagage non réclamés, en la possession de la compagnie, n'ayant pas été réclamés dans l'espace de douze (12) mois ; et, sur les produits de la dite vente, la compagnie retiendra tels droits et charges raisonnables pour emmagasinage, annonces et vente des dits effets et bagage, et la balance des produits de la dite vente, s'il y en a, sera gardée par la compagnie pendant l'espace de

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 855.

Dame Emma Savage, of the parish of Saint-Martin, district of Montreal, wife of J. Pierre Marchildon, of the same place, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

PICHÉ & CORDEAU,
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th February, 1902. 1026

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 185.

An action in separation as to property has, day, been instituted by Dame Elisa Dalpé, duly authorized for the purpose hereof, against her husband, Christophe Collette, junior, trader, both of the parish of Saint Antoine, district of Richelieu.

CHARLES AUGUSTE ARCHAMBAULT,
 Attorney for the plaintiff.

Montreal, 3rd March, 1902. 1024

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Kamouraska. }
 No. 2933.

Dame Clarisse Tremblay, wife of Joseph Arthur Montreuil, trader, of the town of Fraserville, has, this day, taken an action in separation as to property against her said husband.

GUST. J. CHAGNON,

Attorney for said Dame Tr

Fraserville, 3rd March, 1902. 1038

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*

Dame Sophronie Delorme, of the village of Granby, said district, wife of Jeremi Bachand, junior, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Jeremi Bachand, junior, Defendant.

An action in separation of property has been instituted the 19th of February instant.

M. MAILHOT,
 Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 19th February, 1902. 914

Province of Quebec, }
 District of Beauce. } *Superior Court.*
 No. 3316.

Dame Amélia Groleau, of Saint Honoré de Shenley, wife of Arthur Demers, artisan, domiciled in the said parish of Saint Honoré de Shenley, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Arthur Demers, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 30th of January, 1902.

VIDAL & MARTINEAU,
 Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph Beauce, 10th February, 1902. 802

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on the 3rd day of April, 1902, in the basement of the trainshed, at Windsor street station, at 10 o'clock A.M., in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage, which have remained in the possession of the company unclaimed, for a space of twelve (12) months ; and, that the company, out of the proceeds of such sale, will retain such tolls and all reasonable charges for the storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a further period

trois (3) mois pour être payée à toute personne y ayant droit.

La Cie du chemin de fer Pacifique Canadien,
Par R. H. MORRIS,
Agent général du bagage.
Montréal 5 février 1902. 653.6

of three (3) months, to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company,
Per R. H. MORRIS,
General baggage agent.
Montreal, 5th February, 1902. 654

Avis de Faillites

Dans l'affaire de R. J. Evans *et al.*, Richmond, Qué., Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 22 mars 1902, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

W. J. EWING,
Curateur.

Bureau : Palais de Justice.
Richmond, Qué., 6 mars 1902. 1097

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que L. Doyon & Cie, de Saint-Victor de Tring, comté de Beauce, marchand, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 3 mars 1902, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Saint-Joseph, Beauce.

EUS. FORTIN,
Gardien provisoire.

Bureau : No 121, rue Commerciale.
Lévis, 6 mars 1902. 1087

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
Molson's Bank, Demanderesse ;

vs.

A. A. Corbeil, marchand de chaussures, de Montréal, Défendeur, absent.

Avis est par le présent donné que le 26e jour de février 1902, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du dit défendeur.

Les réclamations doivent être déposées sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598 et 1608, rue Notre-Dame.
Montréal, 28 février 1902. 1103

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Joseph Harvey, marchand, Saint-Fulgence, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 31 mars 1902.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 12 mars 1902. 1145

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 400.

In re André Labbé, du canton d'Emberton, P. Q.

Avis est par le présent donné que le onzième jour de mars 1902, le dit André Labbé a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Saint-François.

WM. MURRAY,
Gardien provisoire.

1153

Bankrupt Notices

In the matter of R. J. Evans *et al.*, Richmond, Que., Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 22nd of March, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

W. J. EWING,
Curator.

Office : Court House.
Richmond, Que., 6th March, 1902. 1098

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that L. Doyon & Cie, of Saint-Victor de Tring, county of Beauce, merchant, have made an assignment of their estate for the benefit of their creditors, on the 3rd March, 1902, at the office of the prothonotary of the superior court, at Saint Joseph, Beauce.

EUS. FORTIN,
Provisional guardian.

Office : No. 121, Commercial street.
Lévis, 6th March, 1902. 1088

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Molson's Bank, Plaintiff ;

vs.

A. A. Corbeil, boot and shoe dealer, of Montreal, Defendant, absentee.

Notice is hereby given that on the 26th day of February, 1902, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant. Claims must be filed within a month.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598 and 1608, Notre-Dame street.
Montreal, 28th February, 1902. 1104

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

In the matter of Joseph Harvey, merchant, Saint-Fulgence, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 31st March, 1902.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 12th March, 1902. 1146

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 400.

In re André Labbé, of the township of Emberton, P. Q.

Notice is hereby given that the said André Labbé has, on the eleventh day of March, 1902, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court of the district of Saint Francis.

WM. MURRAY,
Provisional guardian.

1154

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de "The Canadian Wrapper Manufacturing Company," Montréal.
 Avis est par le présent donné que, en vertu d'un ordre de cette cour, en date du 12e jour de mars 1902, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints.
 Les créanciers de la dite faillie sont requis de produire leurs réclamations sous trente jours de cet avis.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
 205, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 12 mars 1902. 1179

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Noel & Venner, marchands, Québec, Insolubles.
 Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 31 mars 1902, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 12 mars, 1902. 1143

Province de Québec, }
 District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*
 In re L. A. Jalbert, L'Anse au Grisfond, P. Que., Insoluble.

Avis est par le présent donné que le quatrième jour de mars 1902, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens du failli susnommé qui a fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Toutes réclamations devront être produites d'hui à un mois.

JAS. T. TUZO,
 Curateur.

Percé, 10 mars 1902. 1171

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de St François. }
 No 389.
 Louis J. Codere *et al.*, Demandeurs ;

vs.
 Lewellyn A. Trussell, (Ayer's Flat), Défendeur et failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au trente unième jour de mars 1902, après laquelle date les dividendes (32 centes dans la piastre sur réclamations assermentées) seront payables dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

C MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 14 mars 1902. 1161

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de W. J. Henderson, Requérent ;
 et

Joseph Cousineau, marchand de charbon et bois, de Montréal, Failli, absent.

Avis public est par les présentes donné que par ordre de cette cour, le 31ème jour de janvier dernier, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curateur.

1598, rue Notre-Dame.
 Montréal, 1er février 1902. 1101

Province of Quebec, }
 District of Montréal. } *Superior Court.*
 In the matter of The Canadian Wrapper Manufacturing Company, Montreal.

Notice is hereby given that in virtue of an order of this court, dated the 12th day of March, 1902, the undersigned have been appointed joint curators.

The creditors of the said insolvents are required to file their claims within thirty days from this notice.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Joint curators

Office of Wilks & Michaud,
 205, St. James street,
 Montreal, 12th March, 1902. 1180

Province of Quebec, }
 District of Québec. } *Superior Court.*
 In the matter of Noel & Venner, Quebec, merchants, Insolvents.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 31st March, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Québec, 12th March, 1902. 1144

Province of Quebec, }
 District of Gaspé. } *Superior Court.*
 In re L. A. Jalbert, Griffin Cove, P. Que., Insolvent.

Notice is hereby given that on the fourth day of March, 1902, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

JAS. T. TUZO,
 Curator

Percé, 10th March, 1902. 1172

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of St Francis. }
 No. 389.
 Louis J. Codere *et al.*, Plaintiff ;

vs.
 Lewellyn A. Trussell, (Ayer's Flat), Defendant and Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the thirty-first day of March, 1902, after which dividends (32 cents on the dollar on sworn claims), will be payable at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Joint curators.

Sherbrooke, 14th March, 1902. 1162

Province of Quebec, }
 District of Montréal. } *Superior Court.*
 In the matter of W. J. Henderson, Petitioner ;
 and

Joseph Cousineau, coal and wood merchant, of Montréal, Absentee insolvent.

Notice is hereby given that on the 31st day of January last, by order of this court, I was appointed curator to the estate of the [said insolvent for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within thirty days, so as to be collocated on the dividend sheet.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curator.

1598, Notre Dame street.
 Montreal, 1st February, 1902. 1102

Dans l'affaire de Edmond Julien, Hedleyville.

Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 2 avril 1902, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau ; 244 rue, Saint-Joseph.
Québec, 15 mars 1902. 1177

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 27.

In re Argenas Voyer, boulanger, de la ville Saint-Louis, Failli.

Avis, est par le présent donné que le sixième jour de mars courant, par l'honorable juge Mathieu, J. C. S., j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli cédés le vingt-six février, mil neuf cent deux.

Les créanciers devront produire leurs réclamations assermentées, à mon bureau, dans les trente jours de cet avis.

NAPOLEON ST-AMOUR,
Curateur.

Edifice New-York Life,
11, Place d'Armes,
Montréal, 7 mars 1902. 1163

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re A. Robitaille & Cie, Demandeurs ;
vs.

Hormidas Dufort, épiciier, de la cité de Montréal, dit district, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que par ordre de la cour, le dixième jour de mars 1902, j'ai été nommé curateur aux biens cédés du susnommé qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être filées sous 30 jours.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598 et 1608, rue Notre-Dame,
Montréal, 10 mars 1902. 1151

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Henry Gilbert, marchand, Chicoutimi, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 7 mars 1902, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. ART. COTÉ,
Curateur.

Bureau : 118 et 120, rue Saint-Paul.
Québec, 12 mars 1902. 1141

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Edouard Clark, de Québec, épiciier, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 11ème jour de mars 1902, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 12 mars 1902. 1139

In the matter of Edmond Julien, Hedleyville.

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 2nd of April, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

GEO. DARVEAU,
Curator.

244 ; Saint Joseph street,
Quebec, 15th March, 1902. 1178

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 27.

In re Argenas Voyer, baker, of the town of Saint Louis, Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the Honorable judge Mathieu, J. S. C., on the sixth day of March, instant, have been appointed curator to the estate of the said insolvent who made an assignment on the twenty sixth of February, one thousand nine hundred and two.

Creditors are required to file their claims sworn at my office, within thirty days from this notice.

NAPOLEON ST-AMOUR,
Curator.

New-York Life Building,
11, Place d'Armes,
Montreal, 7th March, 1902. 1164

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re A. Robitaille & Co., Plaintiffs ;
vs.

Hormidas Dufort, grocer, of the city of Montreal, said district, Defendant

Notice is hereby given that by order of the court on the tenth day of March, 1902, I have been appointed curators to the estate of the above named who made an assignment thereof for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within thirty days.

ALEXIS DESMARTEAU,
Curator.

1598 and 1608, Notre Dame street, Montreal.
Montreal, 10th March, 1902. 1152

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

In the matter of Henry Gilbert, grocer, Chicoutimi, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court dated 7th March, 1902, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. ART. COTÉ,
Curator.

Office : 118 and 120, Saint Paul street.
Quebec, 12th March, 1902. 1142

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Edouard Clark, of Quebec, grocer, has, on the 11th of March, 1902, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, of the district of Quebec according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 12th March 1902. 1140

Règles de Cour

Rules of Court

Canada,
Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 2507.

Le cinquième jour de mars, mil neuf cent deux

Présent : l'honorable juge L. B. Caron.
Georges Tanguay, marchand, de Québec,
Demandeur ;

vs

Francis Orlabor Aloysius Pennée, du même lieu, chef de police, Défendeur ;

et

Louis Fréchette, de la cité de Montréal, en qualité de greffier du conseil législatif de la province de Québec, et l'honorable Henry Thomas Duffy, en qualité de trésorier de la dite province.

Tiers-saisi ;

et

Gaspard de Serres, de la cité de Montréal, agent financier, et autres, Intervenants ;

La cour, vu l'allégation d'insolvabilité du défendeur et la somme d'argent déposée en cour par les tiers-saisi, ordonne aux créanciers de produire en cette cause leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent ordre, suivant la loi, avec dépens tel que demandé.

Vraie copie,
ALPH. BOISSONNEAULT,
1095. Député P. C. S.

Province de Québec, {
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1965.

Le dixième jour de mars, mil neuf cent deux

J. C. Langelier, Demandeur ;

vs

Alphonse Charlebois, de la cité et du district de Québec, et présentement des cité et district de Montréal, Défendeur ;

et

Paul Blouin, Tiers-saisi ;

et

Ubalde Garand et al., Intervenants ;

Sur ordre de cette cour, donné le sixième jour de mars, 1902, les créanciers du dit Alphonse Charlebois, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la "Gazette Officielle de Québec," accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

1115 S. BRANCHAUD,
Député P. C. S.

Canada,
Provinces of Quebec, }
District of Quebec } *Superior Court.*
No. 2507.

The fifth day of March, one thousand nine hundred and two

Present: The Honorable judge L. B. Caron.
Georges Tanguay, merchant, of Quebec,
Plaintiff ;

vs

Francis Orlabor Aloysius Pennée, of the same place, chief of police, Defendant ;

and

Louis Fréchette, of the city of Montreal, in his quality of clerk of the legislative council of the province of Quebec, and the Honorable Henry Thomas Duffy, in his quality of treasurer of the said province,

Garnishees ;

and

Jaspar de Serres, of the city of Montreal, financial agent, and others,

Intervening parties ;

The court, seeing the allegation of the insolvency of the Defendant and the deposit of money made in court by the garnishees, it is ordered to the creditors to produce in this cause their claims within fifteen days from the date of the first insertion of the present order, according to law, with costs as prayed.

A true copy,
ALPH. BOISSONNEAULT,
1096 Deputy P. S. C.

Province of Quebec, {
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1966.

The tenth day of March, nineteen hundred and two

J. C. Langelier, Plaintiff ;

vs

Alphonse Charlebois, of the city and district of Quebec, but now of the city and district of Montreal, Defendant ;

and

Paul Blouin, Garnishee ;

and

Ubalde Garand et al., Intervenants ;

Under the order of this court, given on the sixth day of March, 1902, the creditors or the said Alphonse Charlebois, the Defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the protonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the "Quebec Official Gazette," accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

1116 S. BRANCHAUD,
Deputy P. S. C.

Licitation

Province de Québec,
District de Bedford. }
No 6767. } *Cour Supérieure.*

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, dans le district de Bedford, siégeant dans le village de Sweetsburg, dit district, le trentième jour de janvier dernier (1902), dans une cause sous le numéro 6767, dans laquelle Harlow E. Teel, cultivateur, du canton de Dunham, dans le dit district de Bedford, est demandeur; et Charles Teel, de Tacoma, dans l'état de Washington, un des états-unis d'Amérique; Dame Sarah Jane Teel, du dit canton de Dunham, épouse commune en biens de Abraham Lampman, du même lieu, et le dit Lampman pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Dame Lucy Teel, de la partie est du canton de Farnham, dans le dit district de Bedford, épouse commune en biens de Henry Wright, du même lieu, et le dit Wright pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Dame Mevilla Teel, du village de Cowansville, dans le dit district de Bedford, épouse commune en biens de John Bell, du même lieu, et le dit Bell pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Dame Emily Teel, du dit canton de Dunham, épouse commune en biens de James Dryden, du même lieu, et le dit Dryden pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Dame Melicust Teel, du canton de Hatley, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Thomas Morrison, du même lieu, et le dit Morrison pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Dame Helen Teel, de Haverhill, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, épouse commune en biens de John Connolly, du même lieu, et le dit Connolly pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Dame Minnie Webb, de la paroisse de Saint-Armand Est, dans le dit district de Bedford, fille majeure et usant de ses droits; Arthur Webb, du village de Felighsburg, dans le dit district de Bedford, et George Webb, de Richford, dans l'état de Vermont, un des états-unis de l'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la vente par licitation d'une certaine propriété immobilière, décrite comme suit, savoir :

La moitié sud de la moitié nord du lot numéro vingt-trois, dans le septième rang des lots dans la subdivision primitive du dit canton de Dunham, et étant la moitié sud du lot de terre, maintenant connue et désigné comme étant le lot six cent vingt-deux (622), sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham; bornée au nord par la moitié nord du dit numéro 622, au sud par le lot numéro 620, du dit plan officiel, et à l'est et à l'ouest par les chemins publics, et par un autre jugement de la dite cour, rendu le onzième jour de février courant (1902), il a été ordonné que le dit immeuble soit vendu à la date et au lieu ci-après mentionnés.

La propriété ci-dessus décrite sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIÈME jour d'AVRIL prochain (1902), à UNE heure de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans le village de Sweetsburg, dit district de Bedford; sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charges ou afin de distraire à la dite licitation, devra déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites opposi-

Licitation

Province of Quebec,
District of Bedford. }
No. 6767 } *Superior Court.*

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the Superior Court for the province of Quebec, in the district of Bedford, sitting at the village of Sweetsburg therein, on the thirtieth day of January last (1902), in a cause under number 6767, in which Harlow E. Teel, of the township of Dunham, in the said district of Bedford, farmer, is plaintiff; and Charles Teel, of Tacoma, in the state of Washington, one of the united states of America; dame Sarah Jane Teel, of the said township of Dunham, wife common as to property of Abraham Lampman, of the same place, and the said Lampman for the purpose of hereto authorizing his said wife: Dame Lucy Teel, of the east part of the township of Farnham, in said district of Bedford, wife common as to property of Henry Wright, of the same place, and the said Wright for the purpose of hereto authorizing his said wife; Dame Mevilla Teel, of the village of Cowansville, in said district of Bedford, wife common as to property of John Bell, of the same place, and the said Bell for the purpose of hereto authorizing his said wife, Dame Emily Teel, of the said township of Dunham, wife common as to property of James Dryden, of the same place, and the said Dryden for the purpose of hereto authorizing his said wife; Dame Melicust Teel, of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Thomas Morrison, of the same place, and the said Morrison for the purpose of hereto authorizing his said wife; Dame Helen Teel, of Haverhill, in the state of Massachusetts, one of the said united states of America, wife common as to property of John Connolly, of the same place, and the said Connolly for the purpose of hereto authorizing his said wife; Dame Minnie Webb, of the parish of Saint Armand East, in said district of Bedford, spinster, of the full age of majority and in the exercise of her civil rights; Arthur Webb, of the village of Felighsburg, in the district of Bedford, and George Webb, of Richford, in the state of Vermont, one of the united states of America, are defendants, ordering the sale by way of licitation of a certain immovable property, described as follows, to wit:

The south half of the north half of the lot number twenty-three, in the seventh range of lots in the primitive sub-division of the said township of Dunham, and being the south half of the lot of land now known and designated as lot six hundred and twenty-two (622), on the cadastral plan and in the book of reference of the said township of Dunham; bounded on the north by the north half of said lot number 622, on the south by lot number 620, or said cadastral plan, and on the east and west by public highways, and which by another judgment of said court rendered on the eleventh day of February instant (1902), was so ordered to be sold at the time and place hereinafter mentioned.

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIFTEENTH day of APRIL next (1902), at the hour of ONE of the clock in the afternoon, sitting the said court, in the court room of the court house, in the village of Sweetsburg, in said district of Bedford; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, cahier des charges, deposited in the office of the prothonotary of said court; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and oppositions for payment must be filed within six days next after the adjudication,

tions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

J. C. McCorkill,
Avocat du demandeur.
Sweetsburg, 13 février 1902 841-2
[Première publication, 22 février 1902.]

and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

J. C. McCorkill,
Attorney for plaintiff
Sweetsburg, 13th February, 1902. 842
[First published, 22nd February, 1902.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } CHARLES MARTIN
No 40. } ET AL, Demandeurs ;
contre LA CORPORATION DU COMTE D'ARTHABASKA, Défendresse.

Comme appartenant à Chas Martin :

1° Un emplacement sous numéro quarante et un, quatre-vingt-un (41-81), de la subdivision du lot numéro quarante et un du cadastre de Bulstrode, étant de cent vingt pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur—avec maison dessus construite, situé sur le côté ouest de la rue Sainte-Anne, dans le village de Daveluyville.

2° Un emplacement étant partie du lot douze B (12B), de la continuation du onzième rang de Maddington—avec une boulangerie dessus construite, situé dans le canton de Maddington, paroisse de Sainte-Anne du Sault ; et borné en front à la route, en arrière à Dame Zoé Brunault, d'un côté au chemin de front, et de l'autre côté au chemin de fer Intercolonial.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le SEIZIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 13 mars 1902. 1181

[Première publication, 15 mars 1902.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } JULES VAN NIEUVEN-
District de Bedford. } HUYSE, de la ville de
No-6619. } Farnham, dans le district de
Bedford, manufacturier, Demandeur ; contre la
CORPORATION DE LA VILLE DE FARNHAM, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa place d'affaires dans la dite ville de Farnham et district de Bedford, Défendresse, et Charles Frederick Beauchemin, de la dite ville de Farnham, curateur au délaissement, et Charles J. Chisholm, des cité et district de Montréal, commerçant, adjudicataire.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, ci-devant annoncée comme devant avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le vingt-cinquième jour d'août, dix-neuf cent, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans la ville de Farnham et

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska to wit : } CHARLES MARTIN, ET AL,
No. 40. } Plaintiffs ; against COR-
PORATION OF THE COUNTY OF ARTHABASKA, Defendant.

As belonging to Chas Martin :

1. An emplacement under number forty-one, eighty-one (41-81), of the subdivision of lot number forty-one of cadastre for township of Bulstrode, being one hundred and twenty feet in front by one hundred and fifty feet in depth,—with the house thereon erected, lying in the west side of Sainte Anne street, in the village of Daveluyville.

2. An emplacement being part of lot number twelve B (12 B), of continuation of the eleventh range of Maddington,—with a bakery thereon erected, situate in the township of Maddington, parish of Sainte Anne du Sault ; and bounded in front by the route, in rear to Dame Zoé Brunault, on one side to the front road and on the other side to the Intercolonial Railway.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne du Sault, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 13th March, 1902. 1182

[First published, 15th March, 1902.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } JULES VAN NIEUVEN-
District of Bedford. } HUYSE, of the town of
No. 6619. } Farnham, in the district of
Bedford, manufacturer, Plaintiff ; against the
CORPORATION OF THE TOWN OF FARNHAM, a body corporate and politic, having its chief office and place of business in the said town of Farnham and district of Bedford, Defendant, and Charles Frederick Beauchemin of said town of Farnham, curator to the *délaissement*, and Charles J. Chisholm, of the city and district of Montreal, trader, *adjudicataire*.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, formerly announced to take place at ten of the clock in the forenoon, on the twenty-fifth day of August, nineteen hundred, at the parish church door of Saint Romuald de Farnham, in the town of Farnham and district of Bed-

district de Bedford, aura lieu le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de la bâtisse maintenant employée comme endroit du culte religieux, sur les terrains du collège, dans la ville de Farnham et district de Bedford.

CHS. S. COTTON.

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 11 mars 1902. 1149
[Première publication, 15 mars 1902.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Québec.

Chicoutimi, à savoir : } **EPHREM CLOUTIER**,
No 885. } de la cité de Québec,
marchand de cuir et de farine, Demandeur ; contre
JOHNNY BOUDREAULT, de la paroisse d'Hébertville, Défendeur.

1° Un emplacement de forme irrégulière, désigné au cadastre officiel du village d'Hébertville, sous le numéro cent soixante et huit ; borné au nord au terrain occupé par Wilfrid et François Côté, conjointement, la ligne de séparation passant au nord du hangar existant le 19 octobre 1894, au sud à la rivière des Aulnais, joignant à l'est à Augustin Hudon, et à l'ouest aux représentants de Calixte Hébert, mesurant 54 pieds de largeur à la dite rivière, et 36 pieds de largeur du côté nord, sur 110 pieds de profondeur—avec la tannerie et autres bâtisses y construites, circonstances et dépendances, avec aussi le droit de saisi sur la ruelle ou chemin de sorti depuis la tannerie jusqu'à la rue Labarre, entre Clovis Côté et Laurent Pilote et François Côté, et avec réserve en faveur de Augustin Hudon, le droit de passer et faire passer ses vaches au nord de la boutique.

2° Un certain terrain situé dans le village d'Hébertville, comprenant les lots et parties de lots désignés au cadastre officiel du dit village, sous les numéros ci-après mentionnés, savoir : la partie ouest du numéro cent soixante et seize, contenant vingt-deux pieds de largeur sur la profondeur du lot ; borné en front à la rue Labarre, en profondeur à la rivière des Aulnais, joignant à l'est à Grégoire Savard et Calixte Hébert, et à l'ouest au No 177, dans le 1er rang ; la partie ouest du numéro deux cent dix neuf, contenant vingt-deux pieds de largeur sur la profondeur du lot ; borné au sud à la rue Labarre, au nord au chemin Kénogami, à l'est à Grégoire Savard, et à l'ouest au numéro 220, dans le 2ième rang ; les numéros cent soixante et dix-sept, cent soixante et dix-huit, cent soixante et dix-neuf, cent quatre-vingt, cent quatre-vingt-un, cent quatre-vingt deux dans le premier rang nord ; deux cent vingt, deux cent vingt et un, deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, dans le deuxième rang nord ; deux cent soixante et quatre et deux cent soixante et cinq, dans le troisième rang nord, avec en outre le droit de construire une écluse sur les numéros 176 et 175 du premier rang nord, sur la rivière des Aulnais—et avec le droit de passer sur les dits mêmes numéros pour vaquer à la dite écluse, et avec ensemble les circonstances et dépendances des dits terrains.

3° Un emplacement situé en le village de Hébertville, étant la partie est du numéro cent soixante et douze, du cadastre du village d'Hébertville, mesurant trente-trois pieds de front sur quatre-vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné

ford, will take place on the NINETEENTH day of APRIL next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon, at the door of the building now used as a place of divine worship, on the college grounds, in the town of Farnham and district of Bedford.

CHS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 11th March, 1902. 1150
[First published, 15th March, 1902.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the aforesaid mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—Québec.

Chicoutimi, to wit : } **EPHREM CLOUTIER**, of
No. 885. } the city of Québec, leather
and flour merchant, Plaintiff ; against **JOHNNY BOUDREAULT**, of the parish of Hébertville, Defendant.

1. A lot of irregular outline, described on the official cadastre of the village of Hébertville, as number one hundred and sixty-eight ; bounded on the north by the land occupied by Wilfrid and François Côté, jointly, the line of separation passing north of the hangar existing on the 19th of October, 1894, on the south by the river des Aulnais, adjoining on the east Augustin Hudon, and on the west the representative of Calixte Hébert, measuring 54 feet in width the said river, and 36 feet in width on the north side, by 110 feet in depth—with the tannery and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; also with the right of the party seized on the lane or road for exit from the tannery to Labarre street, between Clovis Côté and Laurent Pilote and François Côté, and reserving in favor of Augustin Hudon, the right to pass and let his cows pass to the north of the shop.

2. A certain lot situate in the village of Hébertville, comprising the lots and parts of lots described on the official cadastre of the said village, by the numbers hereinafter mentioned, namely : the west part of number one hundred and seventy-six, containing twenty two feet in width by the depth of the lot ; bounded in front by Labarre street, in rear by the river des Aulnais, adjoining on the east Grégoire Savard and Calixte Hébert, and on the west No. 177, in the first range ; the west part of number two hundred and nineteen, containing twenty-two feet in width by the depth of the lot ; bounded on the south by Labarre street, on the north by the Kenogami road, on the east by Grégoire Savard, and on the west by number 220, in the 2nd range ; numbers one hundred and seventy-seven, one hundred and seventy-eight, one hundred and seventy-nine, one hundred and eighty, one hundred and eighty-one, one hundred and eighty-two, in the first range north ; two hundred and twenty, two hundred and twenty-one, two hundred and twenty-two, two hundred and twenty-three, two hundred and twenty-four, two hundred and twenty-five, in the second range north ; two hundred and sixty-four, and two hundred and sixty-five, in the third range north with moreover, the right to erect a dam on numbers 176 et 175 of the first range north, on the river des Aulnais—and with the right to pass on the said same numbers to go to the said dam and with the circumstances and dependencies.

3. A lot situate in the village of Hébertville, being the east part of number one hundred and seventy-two, of the cadastre of the village of Hébertville, measuring thirty-three feet in front by eighty-two feet in depth, english measure ; bounded in

en front vers le nord à Edmond Potvin, en arrière, au sud et à l'ouest aux représentants de Calixte Hébert, et à l'est à François Côté—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre Dame d'Hébertville, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

O. BOSSE,
Bureau du shérif, Shérif,
Chicoutimi, 15 février 1902. 821-2
[Première publication, 22 février 1902.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **LA BANQUE NATIONALE**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, et faisant affaires aussi dans la ville de Chicoutimi, Demanderesse; contre **GEORGE LAVOIE**, cultivateur de Saint-Bruno, Défendeur.

1° Une terre située dans le septième rang du canton de Labarre, en la paroisse de Saint-Bruno, comprenant le lot désigné au cadastre officiel du dit canton de Labarre, sous le numéro dix, du dit septième rang—avec les appartenances et dépendances de cette terre, laquelle contient cent cinq acres en superficie, plus ou moins.

2° Une terre située dans le sixième rang du canton de Labarre, en la paroisse de Saint-Bruno, comprenant les lots désignés au cadastre officiel du dit canton de Labarre, sous les numéros huit et neuf, du dit sixième rang, contenant cent six acres en superficie chaque—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Bruno, à DIX heures de l'avant-midi, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de MARS prochain.

O. BOSSE,
Bureau du Shérif, Shérif,
Chicoutimi, 15 février 1902. 823-2
[Première publication, 22 février 1902.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Comté de Gaspé.

Percé, à savoir : } **JOHN THOMAS TOUZEL**, No. 479. } Demandeur; contre **WILLIAM RANDOLPH BOUCHER**, Défendeur.

Un morceau de terre d'environ quarante-six acres et demi en superficie, étant partie du lot numéro quarante-deux (42), du premier rang nord du canton de Malbaie, dans le comté de Gaspé; borné vers le sud par la rivière de Barachois de Malbaie, vers le nord par les terres du deuxième rang, vers l'est par Albert Boucher, et vers l'ouest par John Michel ou ses représentants—avec une maison sus-érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de la Malbaie, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JAS T. TUZO,
Bureau du Shérif, Shérif,
Percé, 17 février 1902. 859-2
[Première publication, 22 février 1902.]

front to the north by Edmond Potvin, in rear to the south and on the west by the representatives of Calixte Hébert, and on the east by François Côté—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame d'Hébertville, on the TWENTY-FOURTH day of the month of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

O. BOSSE,
Sheriff Office, Sheriff,
Chicoutimi, 15th February, 1902. 822
[First published, 22nd February, 1902.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **LA BANQUE NATIONALE**, No. 676. } a body politic and corporate, having its chief place of business in the city of Quebec, and also doing business in the town of Chicoutimi, Plaintiff; against **GEORGE LAVOIE**, farmer, of Saint Bruno, Defendant.

1. A land situate in the seventh range of the township of Labarre, in the parish of Saint Bruno, comprising the lot described on the official cadastre of the said township of Labarre, as number ten, of the said seventh range—with the appurtenances and dependencies of that land, with contains one hundred and five acres in area, more or less.

2. A land situate in the sixth range of the township of Labarre, in the parish of Saint Bruno, comprising the lots described on the official cadastre of the said township of Labarre, as numbers eight and nine, of the said sixth range, containing one hundred and six acres in area each—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Bruno, on the TWENTY-FOURTH day of the month of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff's Office, Sheriff,
Chicoutimi, 15th February, 1902. 824
[First published, 22nd February, 1902.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—County of Gaspé.

Percé, to wit : } **JOHN THOMAS TOUZEL**, No. 479. } Plaintiff; against **WILLIAM RANDOLPH BOUCHER**, Defendant.

A piece of land of about forty-six acres and a half in superficies, being part of lot number forty-two (42), of the first range north of the township of Malbaie, in the county of Gaspé; bounded towards the south by the river of Barachois de Malbaie, towards the north by the lands of the second range, towards the east by Albert Boucher, and towards the west by John Michel or his representatives—with a house thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de la Malbaie, on the TWENTY-SIXTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS T. TUZO,
Sheriff's Office, Sheriff,
Percé, 17th February, 1902. 160
[First published, 22nd February,

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.
MANDAT DU MAIRE.

Canada, }
Province de Québec, }
District d'Iberville, }
No 84. }
Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demande-
resse; et ARCADE DECELLES, gentilhomme,
saisi, savoir :

Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, côté est de la rue Grant, étant le numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf (No 399), des plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtiments dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, au palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean susdite, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 12 mars 1902. 1147
[Première publication, 15 mars 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville
Saint-Jean, à savoir : }
No 261. }
ALEXANDER WOOD,
CHARLES FROST
ET FRANCIS FROST, manufacturiers, de Smith's
Falls, dans la province d'Ontario, et y faisant affaires
sous les nom et raison de Frost & Wood, Deman-
deurs; contre JOSEPH BLAIS, du village de Napierville, dans le district d'Iberville, Défendeur.

Un lot de terre situé au côté est de la rue Saint-Luc, dans le village de Napierville, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Napierville, sous le numéro deux cent vingt-huit (No 228)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le dit district, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 21 février 1902. 837-2
[Première publication, 22 février 1902.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : }
No 2780. }
THOMAS LANGLAIS,
commerçant, de la pa-
roisse de Saint-Philippe de Néri, Demandeur;
contre les immeubles de LOUIS ANCTIL DIT ST-
JEAN, commerçant, du même lieu, Défendeur, à
savoir :

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Philippe de Néri, dans le comté de Kamouraska, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, sous le numéro

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
MAYOR'S WARRANT.

Canada, }
Province of Québec, }
District of Iberville, }
No. 84. }
THE TOWN OF SAINT
JOHNS, a body politic
and corporate, having its
place of business in the
town of Saint-Johns, in the district of Iberville,
Plaintiff; and ARCADE DECELLES, gentleman,
seized, to wit :

A lot of land situate in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, on the east side of Grant street, being number three hundred and ninety-nine (399), on the official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, at the court house, in the said town of Saint Johns, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Johns, 12th March, 1902. 1148
[First published, 15th March, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.
Saint Johns, to wit : }
No. 261. }
ALEXANDER WOOD,
CHARLES FROST
AND FRANCIS FROST, manufacturers, of Smith's
Falls, in the province of Ontario, and there doing
business under the name and style of Frost &
Wood, Plaintiffs; against JOSEPH BLAIS, of the
village of Napierville, in the district of Iberville,
Defendant.

A lot of ground situate on the east side of Saint Luc street, in the village of Napierville, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Napierville, under the number two hundred and twenty-eight (No. 228)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 21st February, 1902. 838
[First published, 22nd February, 1902.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : }
No. 2780. }
THOMAS LANGLAIS,
trader, of the parish
of Saint Philippe de Néri, Plaintiff; against the
immoveables of LOUIS ANCTIL DIT ST-JEAN,
trader, of the same place, Defendant, to wit :

1. A lot situate in the parish of Saint Philippe de Néri, in the county of Kamouraska, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, as number two

deux cent douze (212)—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un autre emplacement situé au même endroit, connu et désigné sous le numéro deux cent treize (213), du même cadastre—avec une maison sus érigée.

Pour être vendus à porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Philippe de Néri, MERCREDI, le VINGT SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 17 février 1902. 829.2
[Première publication, 22 février 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } CHARLES EUGENE
No 9084. } POULIOT, avocat, de
la ville de Fraserville, Demandeur ; contre les
immeubles de OVIDE DESROSIERS, cultivateur,
de Saint-Antonin, Défendeur, à savoir :

Une terre de six arpents de front sur trente arpents de profondeur, située au premier rang des six mille acres, dans le comté de Témiscouata, et étant les lots numéros quatre, cinq et six (4, 5 et 6), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Antonin—circonstances et dépendances. A distraire de la dite terre six arpents de profondeur sur le front de la dite terre, courant nord depuis le fronteau sud d'icelle. A charge d'une rente constituée de six piastres et soixante-douze centimes, à compter du premier mai prochain, payable à William Fraser et autres, aux termes d'un titre nouvel par le dit Ovide Desrosiers, le 28 juin 1895, reçu devant J. A. Roy, notaire.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Antonin, LUNDI, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 26 février 1902. 937
[Première publication, 1er mars 1902.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit de Montmagny.

Province de Québec, } LA CORPORATION
District de Montmagny. } DE NOTRE-DAME
No 1275. } DU ROSAIRE ; contre
RAOUL RENAUD, employé civil, de la cité de Québec, et contre Joseph Léonce et Edmond Renaud, ci-devant de la ville de Montmagny, et maintenant de lieux inconnus, savoir :

1° Le lot numéro un (1), du cadastre officiel du canton Ashburton, rang septième.

2° Le lot numéro deux (2), du cadastre officiel du canton Ashburton, rang septième.

3° Le lot numéro trois (3), du cadastre officiel du canton Ashburton, rang septième.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Montmagny, JEUDI le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 14 mars 1902. 1173
[Première publication, 15 mars 1903.]

hundred and twelve (212)—with buildings thereon erected.

2. Another lot situate in the same place, known and described as number two hundred and thirteen (213), of the same cadastre—with a house thereon erected.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Philippe de Neri, on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Shérif.
Fraserville, 17th February, 1902. 830
[First published, 22nd February, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } CHARLES EUGENE
No. 9084. } POULIOT, advocate,
of the town of Fraserville, Plaintiff ; against the
immovables of OVIDE DESROSIERS, farmer, of
Saint-Antonin, Defendant, to wit :

A land of six arpents in front by thirty arpents in depth, situate in the first range of the six thousand acres (six mille acres,) in the county of Témiscouata, and being lots numbers four, five and six (4, 5 and 6), of the official cadastre of the said parish of Saint Antonin—circumstances and dependencies. Reserving from the said land six arpents in depth by the frontage of the said land, running north from the front line thereof. Subject to the charge of a constituted rent of six dollars and seventy-two cents, counting from the first of May next, payable to William Fraser and others, under the terms of a renewal deed by the said Ovide Desrosiers, on the 28th of June, 1895, passed before J. A. Roy, notary.

To be sold at the church door of Saint Antonin, on MONDAY, the SEVENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Shérif.
Fraserville, 26th February, 1902. 938
[First published, 1st March, 1902.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of Montmagny.

Province of Québec, } THE CORPORA-
District of Montmagny. } TION OF NOTRE
No. 1275. } DAME DU ROSAIRE ;
against RAOUL RENAUD, civil service employee,
of the city of Québec, and against Joseph Léonce
and Edmond Renaud, heretofore of the town of
Montmagny and now of parts unknown, to wit :

1. Lot number one (1), of the official cadastre of the township Ashburton, seventh range.

2. Lot number two (2), of the official cadastre of the township Ashburton, seventh range.

3. Lot number three (3), of the official cadastre of the township Ashburton, seventh range.

To be sold in the registry office of the county of Montmagny, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Shérif.
Montmagny, 14th March, 1902. 1174
[First published, 15th March, 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** A VILLE DE MONT-
No 3521. } **R** EAL OUEST, corps
incorporé, ayant son principal bureau et sa place
d'affaires dans la ville de Montréal-Ouest, district de
Montréal, Demanderesse; contre les terres et
tenements de JOHN H. TIMMIS, de la ville de
Lachine, district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre ou emplacement sis et situé
dans la ville de Montréal-ouest; borné en front par
l'avenue Herald, connu et désigné sous le numéro
soixante et six, de la subdivision officielle du lot
numéro cent quarante (140-66), des plan et livre de renvoi
officiels de la municipalité de la paroisse de
Montréal dans le comté d'Hochelaga—sans bâtisses.

2. Un autre lot de terre ou emplacement sis et
situé au même lieu; borné en front par l'avenue
Herald, connu et désigné sous le numéro soixante
et sept, de la subdivision officielle du lot numéro
cent quarante (140-67), des plan et livre de renvoi
officiels de la municipalité, de la paroisse de Mont-
réal, dans le comté d'Hochelaga—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de
Montréal le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Shérif,
Montréal, 11 mars 1902. 1129
[Première publication, 15 mars 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal,

Montréal, à savoir : } **N** A P O L E O N V A L L I -
No 5144. } **Q** U E T T E, marchand
de meubles, de Montréal, Demandeur; contre les
terres et tènement de MARIE ANNA CHAR-
LOTTE DESAULNIERS, de Montréal, épouse
séparée des biens de Georges Develuy, agent, du
même lieu, et ce dernier partie aux présentes pour
autoriser sa dite épouse, Défenderesse.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-
Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, district de
Montréal, mesurant vingt (20) pieds de largeur par
quatre-vingt-quinze (95) pieds de profondeur, com-
posé : 1° de la partie nord-est du lot numéro quatre
cent dix-huit (418), de la subdivision du lot officiel
connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels
du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste (de la
paroisse de Montréal), sous le numéro quinze (15),
mesurant quinze pieds de largeur par quatre-vingt-
quinze (95) de profondeur; 2° de la partie sud-
est du lot quatre cent dix-sept (417), de la même sub-
division, mesurant cinq (5) pieds de largeur par qua-
tre-vingt-quinze (95) pieds de profondeur, le tout
mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de
mesure française; borné en front par la rue Saint-
Denis, du côté nord-ouest au résidu du susdit lot
quatre cent dix-sept (417), du côté sud-est au résidu
du susdit lot quatre cent dix-huit (418), et en
arrière par une ruelle en commun avec ceux y
ayant droit—avec les bâtisses dessus construites,
circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de
Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL
prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Shérif,
Montréal, 12 mars 1902. 1155
[Première publication, 15 mars 1902.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T** H E T O W N O F M O N T R E A L -
No. 3521. } **W** E S T, a body corporate,
having its chief office and place of business in the
town of Montreal-West, district of Montreal,
Plaintiff; against the lands and tenements of JOHN
H. TIMMIS, of the town of Lachine, district of
Montreal, Defendant.

1. A lot or parcel of land situate and being in
the town of Montreal-West; bounded in front by
Herald avenue, known and described as number
sixty-six, of the official subdivision of lot number
one hundred and forty (140-66), of the official plan
and book of reference of the municipality of the
parish of Montreal, in the county of Hochelaga—
without buildings.

2. Another lot or parcel of land situate and being
at the same place; bounded in front by Herald
avenue, known and described as number sixty-seven,
of the official subdivision of lot number one hun-
dred and forty (140-67), of the official plan and book
of reference of the municipality of the parish of
Montreal, in the county of Hochelaga—without
buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the EIGHTEETH day of APRIL next, at TEN
of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Sheriff,
Montreal, 11th March, 1902. 1130
[First published, 15th March, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal,

Montreal, to wit : } **N** A P O L E O N V A L L I -
No. 5144. } **Q** U E T T E, dealer in
furniture, of Montreal; against the lands and tene-
ments of DAME MARIE ANNA CHARLOTTE
DESAULNIERS, of Montreal, wife separated as to
property of George Daveluy, agent of the same place,
and the latter to authorize his said wife,
Defendant.

A lot of land situate and being in Saint Jean
Baptiste ward, in the city of Montreal, district of
Montreal, measuring twenty (20) feet in width by
ninety-five (95) feet in depth, made up : 1. of the
north east part of lot number four hundred and
eighteen (418), of the subdivision of the official lot
known and described on the official plan and book
of reference of the incorporated village of Saint
Jean Baptiste (of the parish of Montreal), as number
fifteen (15), measuring fifteen feet in width by
ninety-five (95) feet in depth; 2. of the south east
part of lot four hundred and seventeen (417), of
the same subdivision, measuring five (5) feet in
width by ninety-five (95) feet in depth, the whole
english measure, more or less, without warranty of
precise measurement; bounded in front by Saint
Denis street, on the north west side by the residue
of the said lot four hundred and seventeen (417),
on the south east side by the residue of the said lot
four hundred and eighteen (418), and in rear by a
lane in common with the parties entitled thereto—
with the buildings thereon erected, circumstances
and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at
THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff,
Montreal 12th March, 1902,
[First published, 15th March, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOSEPH LAMARCHE ET**
 No 2298. } **PIERRE LECLERC,**
 tous deux contracteurs plombiers, de la cité et du district de Montréal, et y faisant ci-devant affaires en société sous la raison sociale de "Leclerc & Lamarche," Demandeurs ; contre les terres et tenements de J. BOUTILLIER TRUDEL, employé public, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, Défendeur :—

Saisi comme appartenant et en la possession du dit défendeur, à ses risques et périls, l'immeuble suivant, savoir :

Cette certaine portion de l'héritage constituant la partie nord-est du lot connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-trois (433), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, et contenant environ dix-neuf pieds de front sur quatre-vingt-douze pieds de profondeur ; borné en front par la rue Dorchester, au nord par le lot numéro quatre cent trente-quatre (434), des dits plan et livre de renvoi officiels, à l'est par la rue Berri, à l'ouest par le résidu du dit lot numéro quatre cent trente-quatre (434), et portant le dit immeuble le numéro civique 174, de la rue Berri—avec les bâtisses y érigées. A charge de la substitution créée par le testament de feu Eugène Hercule Trudel, reçu devant M^{res} A. D. Jobin et H. Dumesnil, notaires, le sixième jour de juillet 1873, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal-Est, le 20 décembre 1883, sous le numéro 11605, et ses deux codiciles olographes dûment prouvés et vérifiés en justice le 28 novembre 1883, et enregistrés au même bureau d'enregistrement le dit 20ème jour de décembre 1883, sous le numéro 11606.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Montréal, 12 mars 1902. 1157
 [Première publication, 15 mars 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOSEPH CHEVALIER,**
 No. 798. } agent, des cité et district
 de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de SIFROID FAILLE, du même lieu, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue L'Ange Gardien, au coin de la rue Sainte-Clothilde, dans le village de Laprairie, contenant soixante et dix pieds de front sur environ cent cinquante pieds de profondeur — avec une maison en bois à deux étages et autres dépendances dessus construites. Le dit emplacement est connu et désigné sous le numéro cent zeize (116), sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Laprairie, dans le comté de Laprairie, et est ainsi saisi avec droit de passage mitoyen à pied ou en voiture dans celui qui existe actuellement entre la maison de Louis Brassard ou représentants, et le dit Sifroid Faille, tel qu'il appert à un certain acte de vente passé le seize novembre dix-huit cent soixante et onze, entre le dit Louis Brassard et Sifroid Faille, le défendeur en cette cause, par devant M^{re} A. Beauvais, notaire, sous le numéro 3967 de son repertoire. Le susdit droit de passage est pris sur les terrains connus comme No 116 et partie du No 117, des plan et livre de renvoi officiels du village de Laprairie.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. A. FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Montréal, 19 février 1902. 847.2
 [Première publication, 22 février 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Montreal.*

Montréal, to wit : } **JOSEPH LAMARCHE AND**
 No 2298. } **PIERRE LECLERC,** both
 contractors and plumbers, of the city and district of Montreal, and heretofore carrying on business there in partnership under the style and firm of "Leclerc & Lamarche", Plaintiffs ; against the lands and tenements of J. BOUTILLIER TRUDEL, public employee, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, Defendant.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant, at his risk and peril, the following immovable, to wit :

That certain portion of the property constituting the north east part of the lot known and described as number four hundred and thirty three (443), on the official plan and book of reference of Saint James ward, and containing about nineteen feet in front by ninety-two feet in depth ; bordered in front by Dorchester street, on the north by lot number four hundred and thirty-four (434), of the said official plan and book of reference, on the east by Berri street, on the west by the residue of the said lot number four hundred and thirty-four (434), said lot bearing the civic number 174, of Berri street—with the buildings thereon erected. Subject to the charge of the substitution created by the testament of the late Eugène Hercule Trudel, passed before M^{res} A. D. Jobin and H. Dumesnil, notaries, on the sixth day of July, 1873, and duly registered in the registry office of the registration division of Montreal East, on the 20th of December, 1883, under number 11605, and his two holograph codicils duly probated according to law, on the 18th of November 1883, and registered in the same registry office on the said 20th day of December, 1883, under the number 11606.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Sheriff.
 Montreal, 12th March, 1902. 1158
 [First published, 15th March, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit : } **JOSEPH CHEVALIER,**
 No. 798. } agent, of the city and
 district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of SIFROID FAILLE, of the same place, Defendant.

A lot fronting on l'Ange Gardien street, at the corner of Sainte Clothilde street, in the village of Laprairie, containing seventy feet in front by about one hundred and fifty feet in depth—with a two storey wooden house and other dependencies thereon erected. Said lot is known and described as number one hundred and sixteen (116), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Laprairie, in the county of Laprairie, and in so seized with right of passage in common on foot or driving in the one existing actually between the house of Louis Brassard or representatives, and the said Sifroid Faille, such as appear by a certain deed of sale passed on the sixteenth of November, one thousand eight hundred and seventy-one, between the said Louis Brassard and Sifroid Faille, the defendant in this cause, before M^{re} A. Beauvais, notary, under number 3967, of his repository. The said right of passage is taken on the lots known as No. 116 and part of No. 117, of the official plan and book of reference of the said village of Laprairie.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on the TWENTY-SIXTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. A. FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Montreal, 19th February, 1902. 848
 [First published, 22nd February, 1902.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **A** MBROSE L. KENT
No. 77. } et **U** BALDE GA-
RAND, curateurs conjoints, dûment autorisés à
l'effet des présentes en vertu de l'article 879 du
code de procédure civile de la province de Qué-
bec, comme curateurs aux biens de William Weir,
Somerville Weir et Godfrey Weir, faillis, et Dame
Florence Jane Tiffin, épouse séparée de biens de
Arthur Crewe, de la paroisse du Sault au Récollet,
dans le district de Montréal, et le dit Arthur Crewe
afin d'autoriser et assister sa dite épouse à l'effet
des présentes, Requérants.

Saisi comme appartenant à Somerville Weir et
en sa possession, un des dits faillis, les immeubles
suivants :

1° Deux lots de terre situés dans la paroisse du
Sault au Récollet, dans le comté d'Hochelaga,
connus et désignés au plan et livre de renvoi of-
ficiels de la dite paroisse comme lot de subdivision
numéro deux, du lot officiel numéro deux cent cin-
quante-trois (253-2), et comme lot de subdivision
numéro un, du lot officiel numéro deux cent cin-
quante-quatre (254-1); les dits lots formant le
coin nord-est du chemin public et de l'avenue Flo-
rence, tels que désignés sur le plan de subdivision de
la dite propriété et contenant une superficie totale
de huit mille huit cent huit pieds carrés (8808), me-
sure anglaise—sans bâtisses sus érigées, et aussi un
morceau de terre situé dans la paroisse du Sault au
Récollet, dans le comté d'Hochelaga, connu et dési-
gné sur le plan de subdivision dûment fait et déposé
comme lot de subdivision numéro huit, du lot officiel
numéro deux cent cinquante et un (251-8), des plan
et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, et
comme lot de subdivision numéro six, du lot officiel
numéro deux cent cinquante-deux (252-6), sur le dit
plan officiel; les dits lots de subdivision étant con-
tigus et faisant front sur l'avenue Sommerville, et
contenant ensemble une superficie totale de huit
mille neuf cent cinquante (8950) pieds carrés, me-
sure anglaise—sans bâtisses sus-érigées, et avec
les droits de passage, en tout temps, dans les ave-
nues désignées sur le dit plan de subdivision. Ces
trois lots ne forment qu'une seule et même exploi-
tation.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité
de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de
MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif. Député Shérif.
Montréal, 19 février 1902. 843.2
[Première publication, 22 février 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **B** RUNO LECLAIRE,
No 17699. } maître charretier et
commerçant, de la cité de Sorel, district de Riche-
lieu, et **E**UGENE BRUNEAU, comptable, des
cité et district de Montréal, et y faisant tous
deux affaires à Montréal, dit district, comme
marchands de bois et de charbon, ensemble en so-
ciété sous la raison sociale de "Leclaire & Bru-
neau", Demandeurs; contre les terres et tenements
de **J**OSEPH LAPORTE, des cité et district de
Montréal, Défendeur

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-
Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, dans le
district de Montréal, connu et désigné au plan et
livre de renvoi officiels du village incorporé de
Saint-Jean-Baptiste sous le numéro deux cent deux
(202); borné en front par la rue Saint-Hyppolite—
avec les bâtisses dessus construites, circonstances
et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de
Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. A. FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 19 février 1902. 845-2
[Première publication, 22 février 1902.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS**

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **A** MBROSE L. KENT and
No. 77. } **U** BALDE GARAND,
joint curators, thereto duly authorized under article
879 of the code of civil procedure, of the province
of Quebec, as curators to the property of William
Weir, Somerville Weir and Godfrey Weir, Insol-
vents, and Dame Florence Jane Tiffin, wife duly
separated as to property of Arthur Crewe, of the
parish of Sault-au-Recollet, in the district of Mon-
treal, and the said Arthur Crewe to authorize and
assist his said wife herein, Petitioners.

Seized as belonging and in the possession of Som-
erville Weir, one of the said insolvents, the following
immoveables, to wit :

1. Two lots of land situate in the parish of Sault-
au-Recollet, in the county of Hochelaga, known
and designated on the official plan and book of refer-
ence of said parish as subdivision lot number two,
of lot official number two hundred and fifty-three
(253-2), and as subdivision lot number one, of lot
official number two hundred and fifty-four (254-1);
said lots forming the north-east corner of the public
road and Florence avenue, as shown on the subdi-
vision plan of said property and containing a total
superficial area of eight thousand eight hundred and
eight (8808), square feet, english measure—without
any buildings thereon erected, and also a certain
parcel of land situate in the parish of Sault-au-Re-
collet, in the county of Hochelaga, known and dis-
tinguished on the subdivision plan duly made and
filed as subdivision lot number eight, of lot official
number two hundred and fifty-one (251-8), on the
official plan and book of reference of said parish,
and as subdivision lot number six, of lot official num-
ber two hundred and fifty-two (252-6), on said of-
ficial plan; said subdivision lots being contiguous
and fronting on Sommerville avenue, and containing
together a total superficial area of eight thousand
nine hundred and fifty (8950) square feet, english
measure—without any buildings thereon erected,
and with the rights of way at all times by and
through the avenues shown on the said subdivision
plan. These three lots forming a singular and one
plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH next,
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montréal, 19th February, 1902. 844
[First published, 22nd February, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **B** RUNO LECLAIRE, master
No. 17699. } carter and trader, of the
city of Sorel, district of Richelieu, and **E**UGENE
BRUNEAU, accountant, of the city and district of
Montreal, and both carrying on business together
in partnership at Montreal, said district, as wood
and coal merchants, under the style and firm of
Leclaire & Bruneau, Plaintiffs; against the lands
and tenements of **J**OSEPH LAPORTE, of the city
and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in Saint Jean
Baptiste ward, in the city of Montreal, in the dis-
trict of Montreal, known and described on the of-
ficial plan and book of reference of the incorporated
village of Saint Jean Baptiste as number two hun-
dred and two (202); bounded in front by St Hyp-
polite street—with the building thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH next,
at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montréal, 19th February, 1902. 846
[First published, 22nd February, 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **V**U que dans une cause où
No 521. } **J**OSEPH ZEPHIRIN
LEBEL dit **BEAULIEU**, de la paroisse de Saint-Tite des Caps, boucher et cultivateur, maintenant de Québec, était Demandeur ; et **DAME ELMIRE PLAMONDON** et **JEAN BAPTISTE PLANTE**, tous deux du village Stadacona, étaient Défendeurs ; et Jacques Malouin *et al.*, étaient procureurs distrayants du dit demandeur, les procureurs distrayants, et le dit demandeur, Joseph Zéphirin LeBel dit Beaulieu ; contre les dits défendeurs Dame Elmire Plamondon et Jean-Baptiste Plante, conjointement et solidairement, à savoir :

Saisi comme appartenant à Jean-Baptiste Plante, l'un des dits défendeurs.

Partie du lot No 5 (cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord (Stadacona), mesurant 39 pieds de front sur 78 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ; borné au sud par la rue, au nord-est par Pierre L'Hérault, au sud-ouest par Alphonse Janvier, étant un emplacement situé sur le côté nord de la deuxième rue—circonstances et dépendances ; à la charge d'une rente annuelle de \$10.00, à cinq par cent au capital de \$200.00, en faveur des héritiers de L. H. Blais.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 13 mars 1902. 1175
[Première publication, 15 mars 1902.]

FIERI FACIAS

Québec à savoir : } **C**HARLES VEILLEUX, de
No 1223. } la ville de Lévis, marchand
de bois ; contre **CHARLES MARTEL** de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, à savoir :

1° Le numéro 14 (quatorze), maintenant connu sous le numéro 14 B (quatorze B), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant une terre située au quatrième rang de Gosford—circonstances et dépendances.

2° La partie nord-est du numéro 355 (trois cent cinquante-cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant un emplacement situé en la cinquième concession nord-est de Bourg-Louis, paroisse de Saint-Raymond, contenant cinquante pieds de largeur, mesure française, sur la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin royal au nord et au petit ruisseau au sud, ou de deux cent soixante-huit pieds de profondeur ; borné le dit emplacement, au nord, en front, par le chemin royal, en arrière, au sud, par le dit petit ruisseau, au sud-ouest par O. Déry, fils, et au nord-est par François Noreau—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 13 mars 1902. 1159
[Première publication, 15 mars 1902.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **L**E CREDIT FONCIER
No 1834. } **F**RANCO-CANADIEN,
corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et faisant affaires en la cité de Québec, contre **LOUIS LA-POINTE**, de la cité de Québec, à savoir :

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **W**HEREAS in a suit in which
No. 521. } **J**OSEPH ZEPHIRIN
LEBEL dit **BEAULIEU**, of the parish of Saint Tite des Caps, butcher and farmer, now of Quebec, was Plaintiff ; and **DAME ELMIRE PLAMONDON** and **JEAN-BAPTISTE PLANTE**, both of the village of Stadacona, were Defendants, and Jacques Malouin *et al.*, attorneys distracting of the said plaintiff, and the said plaintiff, Joseph Zéphirin LeBel dit Beaulieu ; against the said defendants Dame Elmire Plamondon and Jean Baptiste Plante, jointly and severally, to wit :

Seized as belonging to Jean Baptiste Plante, one of the said defendants.

Part of lot No. 5 (five), of the official cadastre for the parish of Saint Roch North (Stadacona), measuring 39 feet in front by 78 feet in depth, more or less, english measure ; bounded on the south by the street, on the north east by Pierre L'Herault, on the south west by Alphonse Janvier, being a lot situate on the north side of the second street—circumstances and dependencies ; subject to the charge of a yearly rent of \$10.00, at five per cent on the capital of \$200.00, in favor of the heirs L. H. Blais.

To be sold in my office, at the city of Quebec, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 13th March, 1902. 1176
[First published, 15th March, 1902.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **C**HARLES VEILLEUX, of
No. 1223. } the town of Lévis, lumber
merchant ; against **CHARLES MARTEL**, of Saint Raymond, in the county of Portneuf, to wit :

1. Number fourteen (14), now known as number 14 B (fourteen B), of the official cadastre of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being a land situate in the fourth range of Gosford—circumstances and dependencies.

2. The north east part of number 355 (three hundred and fifty-five), of the official cadastre of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being a lot situate in the fifth concession north east of Bourg-Louis, parish of Saint Raymond, containing fifty feet in width, french measure, by the depth there may be between the King's road, on the north and a little creek on the south, or of two hundred and sixty-eight feet in depth ; said lot bounded on the north, in front, by the King's road, in rear, to the south, by the said little creek, on the north west by O. Déry, junior, and on the south east by François Noreau—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Raymond, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 15th March, 1902. 1160
[First published, 15th March, 1902.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **L**E CREDIT FONCIER
No 1834. } **F**RANCO-CANADIAN,
a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, and carrying on business in the city of Quebec ; against **LOUIS LAPOINTE**, of the city of Quebec, to wit :

La moitié nord-est du lot numéro 693 (six cent quatre-vingt-troize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, mesurant 19½ pieds large sur soixante pieds de profondeur ; borné au sud par la rue Colomb, au nord par Joseph E. Laplante, au sud-ouest par Alexandre Bélanger, au nord-est par Louis Julien, étant un emplacement situé sur la rue Colomb—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable le 29 septembre, aux MM. Boisseau, de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 27 février 1902. 953-2
[Première publication, 1 mars 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LE CREDIT FONCIER
No 1842. } FRANCO CANADIEN,
corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et faisant affaires en la cité de Québec ; contre FRANCOIS XAVIER ELIE DIT BRETON, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 715 (sept cent quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Kirouac—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable le 29 septembre aux MM. Boisseau, de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 27 février 1902. 951-2
[Première publication, 1er mars 1902.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No 1676. } contre FRANCOIS X.
CAMPAGNA, de la cité de Québec, confiseur, à savoir :

Le lot No 1515 (mille cinq cent quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Valier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$4.50, payable le 29 juin aux Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 27 février 1902. 949-2
[Première publication, 1er mars 1902.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Sorel, à savoir : } UBALDE GARAND ET AL.,
No 662. } Demandeurs ; contre C. N.
ARMSTRONG ET AL., Défendeurs, et Henry Johnstone, comptable, de la ville de Sorel, district de Richelieu, et Dame Marie Céline Ernestine Prince, son épouse, en leur qualité de légataires en usufruit et propriété respectivement de J. E. John-

The north-east half of lot No. 693 (six hundred and ninety-three), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, measuring 19½ feet in width by sixty feet in depth ; bounded on the south by Colomb street, on the north by Joseph E. Laplante, on the south west by Alexandre Bélanger, on the north east by Louis Julien, being a lot situate on Colomb street—circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$5.00, payable on the 29th of September, to the Messrs. Boisseau, of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 27th February, 1902. 954
[First published, 1st March, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } LE CREDIT FONCIER
No. 1842. } FRANCO CANADIEN, a
body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, and carrying on business in the city of Quebec ; against FRANCOIS XAVIER ELIE DIT BRETON, of the city of Quebec, to wit :

Lot No. 715 (seven hundred and fifteen), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Kirouac street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$5.00, payable on the 29th of September, to the Messrs Boisseau, of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 27th February, 1902. 952
[First published, 1st March, 1902.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 1676. } against FRANCOIS X.
CAMPAGNA, of the city of Quebec, confectioner, to wit :

Lot No. 1515 (one thousand five hundred and fifteen), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Saint Valier street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$4.50, payable to the Community of the Nuns of the Hôtel-Dieu de Québec, on the 29th of June of every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 27th February, 1902. 950
[First published, 1st March, 1902.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Montreal.

Sorel, to wit : } UBALDE GARAND ET AL.,
No. 662. } Plaintiffs ; against C. N.
ARMSTRONG ET AL., Defendants, and Henry Johnstone, accountant, of the town of Sorel, district of Richelieu, and Dame Marie Céline Ernestine Prince, his wife, in their quality of legatees of usufruct and ownership respectively of J. E. John-

stone, du même lieu, Défendeur, décédé à Sorel, le sept août mil neuf cent, après avoir laissé un testament devant M^{re} Guévremont, notaire, en date du 31 mai 1900, au dit lieu de Sorel, et le dit Henry Johnstone en sa qualité de tuteur, nommé le 4 octobre 1901, à John Edward Johnstone, enfant mineur issu de son mariage avec la dite Dame Marie Céline Ernestine Prince, légataire universel en propriété en vertu du même testament, dont copie du jugement rendu en cette cause, le 16 janvier 1900, dûment signifiées aux dits Henry Johnstone et Dame Marie Céline Ernestine Prince, les douze février et dix-neuf octobre mil neuf cent un, défendeurs es-nom, es-qualité.

Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Sophie, étant le lot numéro huit cent cinquante-sept (No 857), du cadastre officiel de la ville de Sorel—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le VINGT-SIXIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 19 février 1902. 897-2
[Première publication, 22 février 1902.]

tone, of the same place, Defendant, deceased at Sorel on the seventh of August, one thousand nine hundred, after leaving a will before M^{re} Guevremont, notary, dated the 31st of March, 1900, at Sorel aforesaid, and the said Henry Johnstone in his quality of tutor, appointed on the 4th of October, 1901, to John Edward Johnstone, minor child issue of his marriage with the said Dame Marie Céline Ernestine Prince, universal legatee in ownership in virtue of the same will, of which copy of the judgment rendered in this cause, on the 16th of January, 1900, duly served on the said Henry Johnstone and Dame Marie Céline Ernestine Prince, on the twelfth of February and the nineteenth of October one thousand nine hundred and one, defendants *es nom et qualités*.

A parcel of land situated in the city of Sorel, on Sophie street, known as lot number eight hundred and fifty-seven (857), of the official cadastre of the town of Sorel—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office of the district of Richelieu, at the court house, in the city of Sorel, the TWENTY-SIXTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT.

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 19th February, 1902. 898
[First published, 22nd February, 1902.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne } LA COMPAGNIE DE
Sainte-Scholastique. } LPAPIER ROLLAND,
savoir : No 362. } Demandeur ; vs JOSEPH
PAGÉ ET AL, Défendeurs, savoir :

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le village, maintenant ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, sous le numéro quatre cent sept (No 407).

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, de ONZE heures de l'avant-midi, à QUATRE heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 18 février 1902. 885-2
[Première publication, 22 février 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Cour Supérieure.

District de Terrebonne } LA COMPAGNIE DE
Sainte-Scholastique, } LPAPIER ROLLAND,
savoir : No 359. } Demanderesse ; vs P. A.
T. DE MONTIGNY, Défendeur, savoir :

Un lot de terre ou emplacement, sis et situé à Saint-Jérôme, district de Terrebonne, connu et désigné sous le numéro quatre cent vingt un (No 421), aux plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Saint-Jérôme, dit district.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, de ONZE heures de l'avant-midi à QUATRE heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 18 février 1902. 879-2
[Première publication, 22 février 1902.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Superior Court.

District of Terrebonne, } LA COMPAGNIE DE
Sainte-Scholastique, } LPAPIER ROLLAND,
to wit : No. 362. } Plaintiff ; vs JOSEPH
PAGÉ ET AL, Defendants, to wit :

A lot known and described on the official plan and in the book of reference for the village, now town of Saint-Jerome, district of Terrebonne, as number four hundred and seven (No. 407).

To be sold at the catholic church door, in the town of Saint-Jerome, said district, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, from ELEVEN o'clock in the forenoon to FOUR o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte-Scholastique, 18th February, 1902. 886
[First published, 22nd February, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } LA COMPAGNIE DE
Sainte Scholastique, } LPAPIER ROLLAND,
to wit : No 359. } Plaintiff ; vs P. A. T. DE
MONTIGNY, Defendant.

A lot of land or emplacement, being and situate at Saint Jérôme, district of Terrebonne, known and designated as number four hundred and twenty-one (No. 421), on the official plan and in the book of reference for the township of Saint Jérôme, said district.

To be sold at the catholic church door of the town of Saint Jérôme, said district, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, between ELEVEN o'clock in the forenoon. and FOUR o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 18th February, 1902. 880
[First published, 22nd February, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **A COMPAGNIE DE**
 Sainte-Scholastique, } **PAPIER ROLLAND,**
 savoir : No 370. } Demanderesse ; contre
JOSEPH ISIDORE VALIQUETTE, Défendeur,
 savoir :

Deux lots de terre ou emplacements connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre hypothécaire de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, sous les numéros quatre cent vingt-deux et quatre cent vingt-trois (Nos 422 et 423).

Pour être vendus à la porte de l'église catholique, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, de ONZE heures de l'avant-midi à QUATRE heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif
 Sainte-Scholastique, 18 février 1902. 883.2
 [Première publication 22 février 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **A COMPAGNIE DE**
 Sainte-Scholastique, } **PAPIER ROLLAND,**
 à savoir : No 372. } Demanderesse ; contre
EDMOND LABELLE ET AL, en leur qualité d'héritiers et de représentants légaux de feu Casimir Labelle, Défendeurs, savoir :

Trois emplacements sis et situés en la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, et portant les numéros quatre cent treize, quatre cent quatorze et quatre cent quinze (Nos 413-414-415), aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville de Saint-Jérôme.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, de ONZE heures de l'avant-midi à QUATRE heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif
 Sainte-Scholastique, 18 février 1902. 881-2
 [Première publication, 22 février 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **A COMPAGNIE DE**
 Sainte-Scholastique, } **PAPIER ROLLAND,**
 savoir : No 455. } Demanderesse ; vs. S.
DESORMEAUX, Défendeur.

Et saisi entre les mains de Artimise Poirier, l'épouse du défendeur en cette cause, savoir : comme héritière de feu S. Desormeaux, son époux, savoir :

Un certain lot de terre ou emplacement faisant partie du numéro quatre cent vingt-cinq (No 425), du cadastre de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, de la contenance de cinquante-quatre pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis la Grande rue à aller au terrain de Bellefeuille, qui la borne derrière ; tenant d'un côté à Louis Bourque, de l'autre côté à Isaïe Hamelin—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, de ONZE heures de l'avant-midi à QUATRE heures de l'après midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif
 Sainte-Scholastique, 18 février 1902. 877-2
 [Première publication, 22 février 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **A COMPAGNIE DE**
 Sainte-Scholastique, } **PAPIER ROLLAND,**
 à savoir : No 363. } Demanderesse ; vs RO-
SANNA NOEL ET AL, tous en leur qualité d'héritiers de feu Toussaint Trudelle, en son vivant

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **A COMPAGNIE DE**
 Sainte-Scholastique, } **PAPIER ROLLAND,**
 to wit : No. 370. } Plaintiff ; against JOSEPH
ISIDORE VALIQUETTE, Defendant, to wit :

Two lots or parcels of land known and described on the official plan and in the book of reference of the hypothecary cadastre, of the town of Saint-Jérôme, district of Terrebonne, as numbers four hundred and twenty-two and four hundred and twenty-three (Nos. 422 and 423)

To be sold at the catholic church door, in the town of Saint-Jérôme, said district, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, between ELEVEN o'clock in the forenoon and FOUR o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Shérif.
 Sainte Scholastique, 18th February, 1902. 884
 [First published, 22nd February, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **A COMPAGNIE DE**
 Sainte-Scholastique, } **PAPIER ROLLAND,**
 to wit : No 372. } Plaintiff ; vs EDMOND
LABELLE ET AL, in their quality of heirs and legal representatives of the late Casimir Labelle, Defendants, to wit :

Three lots situate and being in the town of Saint-Jerome, district of Terrebonne, and being numbers four hundred and thirteen, four hundred and fourteen and four hundred and fifteen (Nos 413, 414, 415), on the official plan and in the book of reference for the said town of Saint-Jérôme.

To be sold at the catholic church door, in the town of Saint-Jérôme, said district, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, from ELEVEN o'clock in the forenoon to FOUR o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Shérif.
 Sainte-Scholastique, 18th February, 1902. 882
 [First published, 22nd February, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **A COMPAGNIE DE**
 Sainte-Scholastique, } **PAPIER ROLLAND,**
 to wit : No. 455. } Plaintiff ; vs S. DESOR-
MEAUX, Defendant.

Seized in the lands of Artimise Poirier, wife of the defendant in this cause, to wit : as heir of the late S. Desormeaux, her husband, to wit :

A certain lot of land or emplacement forming part of number four hundred and twenty-five (425), of the cadastre for the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, containing fifty-four feet in front, by the depth found between the Main street and the lot of Bellefeuille, which bound it in rear ; adjoining on one side Louis Bourque, and on the other side to Isaïe Hamelin—without buildings.

To be sold at the catholic church door of the town of Saint Jérôme, said district, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, from ELEVEN o'clock in the forenoon to FOUR o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.
 Sainte Scholastique, 18th February, 1902. 878
 [First published, 22nd February, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Superior Court.

District of Terrebonne, } **A COMPAGNIE DE**
 Sainte Scholastique, } **PAPIER ROLLAND,**
 to wit : No. 363. } Plaintiff vs. ROSANNA
NOEL ET AL, all in their quality of heirs of the late Toussaint Trudelle, in his lifetime absent, in

absent aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeurs, savoir.

Deux lots de terre ou emplacement maintenant connus et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, sous les numéros quatre cent huit et quatre cent neuf (Nos 408 et 409), du cadastre de la dite ville de Saint-Jérôme.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, de ONZE heures de l'avant-midi à QUATRE heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 18 février 1902. 873-2
[Première publication, 22 février 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } A COMPAGNIE DE
Sainte-Scholastique, } PAPIER ROLLAND,
à savoir : No 360. } Demanderesse; vs HONORE
DESJARDINS, Défendeur, savoir :

Deux emplacements faisant partie du numéro quatre cent vingt-cinq, (425), aux plan et cadastre de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, désignés comme suit, savoir :

Deux emplacements contigus, situés sur la troisième rue à partir de celle du bord de l'eau dans le village, maintenant ville de Saint-Jérôme, contenant ensemble cent pieds de front sur cent pieds de profondeur, tenant devant la dite troisième rue, derrière et d'un côté au vendeur Pierre Roch Testard de Montigny, et de l'autre côté à Joseph Robert—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, de ONZE heures de l'avant-midi à QUATRE heures de l'après-midi

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 18 février 1902. 875-2
[Première publication, 22 février 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } A LEXANDRE PRID-
Sainte-Scholastique, } HAM, Demandeur;
savoir : No 393. } vs AUGUSTUS JAMES
McKENZIE, Défendeur, savoir :

1° La partie sud du lot de terre numéro neuf, du second rang du township de Montcalm, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, contenant quatre-vingt-treize acres de terre en superficie, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit township de Montcalm, comme étant le lot numéro neuf a (No 9a), du second rang du dit township—sans bâtisses.

2° La partie nord du dit numéro neuf, du second rang du dit township de Montcalm, contenant trente acres de terre en superficie, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit township de Montcalm, comme étant le lot numéro neuf b (No 9b), du second rang du dit township—avec un moulin à scie, maison et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, dit district, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, entre DIX et ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 18 février 1902. 871-2
[Première publication, 22 février 1902.]

the United States of America, Defendants, to wit :

Two lots or parcels of land now known and designated on the official plan and in the book of reference for the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, as numbers four hundred and eight and four hundred and nine (No. 408 and 409), of the cadastre of the said town of Saint Jérôme.

To be sold at the catholic church door of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, from ELEVEN of the clock in the forenoon to FOUR o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOTT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 18th February, 1902. 874
[First published, 22nd February, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court

District of Terrebonne, } A COMPAGNIE DE
Sainte Scholastique, } PAPIER ROLLAND,
to wit : No 360. } Plaintiff; vs HONORE
DESJARDINS, Defendant, to wit :

Two lots forming part of number four hundred and twenty-five (425), on the plan and cadastre of the town of Saint-Jerome, district of Terrebonne, described as follows, to wit :

Two contiguous lots being and lying on the third street starting from the street at the water edge in the village, now town of Saint-Jerome, containing together one hundred feet in front by one hundred feet in depth, adjoining in front the said third street, in rear and on one side to the vendor Pierre Roch Testard de Montigny, and on the other side to Joseph Robert—without buildings.

To be sold at the catholic church door, of the town of Saint-Jerome, said district, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, from ELEVEN o'clock in the forenoon to FOUR o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST.

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte-Scholastique, 18th February, 1902. 876
[First published, 22nd February, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Superior Court.

District of Terrebonne, } A LEXANDER PRID-
Sainte-Scholastique, } HAM, Plaintiff; vs
to wit : No 393 } AUGUSTUS JAMES Mc-
KENZIE, Defendant, to wit :

1° The south part of the lot of land number nine, of the second range of the township of Montcalm, county of Argenteuil, district of Terrebonne, containing ninety-three acres of land in area, more or less, known and described on the official plan and book of reference for the said township of Montcalm, as being lot number nine a (No. 9a), of the second range of the said township—without buildings.

2° The north part of said number nine, of the second range of the said township of Montcalm, containing thirty acres of land in area, more or less, known and described on the official plan and in the book of reference for the said township of Montcalm, as being lot number nine b (No. 9b), of the second range of the said township—with a saw-mill, house and other buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, in the town of Lachute, said district, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, between TEN and ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte-Scholastique, 18th February, 1902. 872
[First publishing, 22nd February, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne } A COMPAGNIE DE
Sainte-Scholastique, } PAPIER ROLLAND,
à savoir : No 361. } Demanderesse ; vs MÉ-
LASIPPE BELISLE, Défendeur, à savoir :

Deux emplacements faisant partie du numéro quatre cent vingt-six (426), aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne—sans bâtisses, et ci-devant connus et désignés comme suit, savoir :

1° Un emplacement situé au village de Saint-Jérôme, de la contenance de cinquante pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis la prolongation de la grande rue du dit village que le vendeur Pierre Roch Testard, de Montigny, ouvre sur ses propriétés qu'il borne le dit terrain, à aller au terrain de Bellefeuille qui le borne derrière, tenant d'un côté à I. Hamelin, et de l'autre côté au dit vendeur—sans bâtisses.

2° Deux emplacements contigus situés au même lieu à l'est de la rue ci-dessus parlée, contenant ensemble dix mille pieds en superficie, tenant devant à la dite rue, derrière et d'un côté au vendeur, et de l'autre côté à une rue que le vendeur promet ouvrir sur sa propriété, les dits deux emplacements seront mesurés sans égard à leur frontière en profondeur, de manière à leur donner leur superficie, toujours il devra y avoir pas moins de cent pieds de large sur la rue Principale, appert au dit acte produit.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, de ONZE heures de l'avant-midi à QUATRE heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 18 février 1902. 891-2
[Première publication, 22 février 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } A COMPAGNIE DE
Ste Scholastique, savoir : } PAPIER ROL-
No 367. } LAND, Demanderesse ;
vs AUGUSTE LECOMPTE, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement faisant partie du numéro quatre cent vingt-cinq (425), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre hypothécaire de la ville de Saint-Jérôme, et ci-devant connu et désigné comme étant un emplacement situé au village de Saint-Jérôme, de la contenance de cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, étant le numéro un (No. 1) sur la rue Saint-Casimir, derrière au lot No 1, de la rue Saint-Pierre, d'un côté au lot numéro deux, sur la rue Saint-Casimir, et de l'autre côté au trécaré des lots Nos 7 et 8 sur la montée Montigny—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, de ONZE heures de l'avant-midi à QUATRE heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 18 février 1902. 887-2
[Première publication, 22 février 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } A COMPAGNIE DE
Ste Scholastique : } PAPIER ROLLAND,
savoir, No 368. } Demanderesse ; contre
ALPHONSE CYR, Défendeur, savoir :

Un certain lot de terre ou emplacement sis et situé au village, maintenant ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, connu et désigné sous le numéro quatre cent trois (403), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre hypothécaire pour la Saint-Jérôme.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } A COMPAGNIE DE
Sainte Scholastique, } PAPIER ROLLAND,
to wit : No. 361. } Plaintiff ; vs M E L A -
SIPPE BELISLE, Defendant, to wit :

Two lots forming part of number four hundred and twenty-six (No. 426), on the official plan and in the book of reference of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne—without buildings, and heretofore known and designated as follows, to wit :

1. An emplacement situate in the village of Saint Jerome, containing fifty feet in front by the depth there may be from the prolongation of Main street of the said village which the vendor Pierre Roch Testard de Montigny, has opened on his properties which bound the said lot, going to the lot of Bellefeuille which bounds it in rear adjoining on one side I. Hamelin, and on the other side the said vendor—without buildings.

2. Two contiguous lots situate at the same place, to the east of the street above mentioned, containing together ten thousand feet in area, adjoining in front the said street, in rear and on one side, the vendor, and on the other side a street which the vendor promises to open on his property, the said two lots to be measured without respect to their frontage in rear, so as to give them their area, but there must be not less than one hundred feet on Main street, as appears from the deed filed.

To be sold at the catholic church door, in the town of Saint Jérôme, said district, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, between ELEVEN o'clock in the forenoon and FOUR o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 18th February, 1902. 892
[First published, 22nd February, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne } A COMPAGNIE DE
Ste Scholastique, to wit : } PAPIER ROL-
No. 367. } LAND, Plaintiff ; vs
AUGUSTE LECOMPTE, Defendant, to wit :

A lot of land or emplacement forming part of number four hundred and twenty-five (425), on the official plan and in the book of reference of the hypothecary cadastre for the town of Saint-Jerome, and heretofore known and designated as being a lot situate in the village of Saint-Jerome, containing fifty feet in front by one hundred feet in depth, being number one (No. 1) on Saint-Casimir street, in rear, to the lot No. 1, of Saint-Peter street, on one side to the lot number two, on Saint-Casimir street, and on the other side to the division line of lots numbers 7 and 8 on the montée Montigny—without buildings.

To be sold at the catholic church door, in the town of Saint-Jérôme, said district, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, from ELEVEN o'clock in the forenoon to FOUR o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 18th February, 1902. 888
[First published, 22nd February, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } A COMPAGNIE DE
Sainte Scholastique, } PAPIER ROLLAND,
to wit : No. 368. } Plaintiff ; against AL-
PHONSE CYR, Defendant, to wit :

A certain lot or parcel of land situate and being in the village, now town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, known and described as number four hundred and three (403), on the official plan and in the book of reference of the hypothecary cadastre for the town of Saint Jérôme.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS prochain, de ONZE heures de l'avant-midi à QUATRE heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 18 février 1902. 889-2
[Première publication, 22 février 1902.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du six mars (1902), d'adopter à la commission de la paix les personnes suivantes pour le district de Beauharnois : Martin Conell, du canton de Hinchinbrooke, B. P. Dewitville, comté d'Huntingdon, et James Cottingham, de la paroisse de Sainte-Malachie d'Ornsstow, comté de Chateauguay, tous deux cultivateurs.

District de Montréal : Edward May, maire de Verdun et Andrew Joseph Dawes, de la ville de Lachine, comté de Jacques-Cartier, brasseur, Alexandre Montbriand, maire de la cité de Sainte-Cunégonde, comté d'Hochelega, Alberto Dini, marchand général, Ernest Amédée Bertrand, comptable à la Banque d'Hochelega, et Romuald Charlebois, marchand tailleur, de la cité de Montréal.

District d'Ottawa : Joseph Remi Tremblay, commerçant de bois, du canton Maniwaki, Aimé Dole, Victor Frison, Adrien Brazeau, Abel Bernard, cultivateurs, Pierre Favier, médecin, du canton Suffolk, et Alexandre Marleau, cultivateur, du canton Addington, comté d'Ottawa.

District de Pontiac : John Proudfoot, de Fort-Coulouge, comté de Pontiac, bourgeois, et Damase Gervais, cultivateur, du même endroit.

District de Rimouski : Thomas Otis, cultivateur, de Sainte-Félicité, comté de Matane.

District de Richelieu : Joseph Moïse Brisebois, médecin, et David Laperrière, marchand, du village de Pierreville, comté d'Yamaska.

District des Trois-Rivières : Joseph Matteau, cultivateur, de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, Joseph Moïse Lamy, cultivateur, de la paroisse d'Yamachiche, Joseph Anselme Frigon, jr., François-Xavier Anselme Trudel, commerçant, de Shawinigan Falls, comté de Saint-Maurice.

District de Saint-François : Edwin Bennett Pope, secrétaire-trésorier de la municipalité du canton de Compton, comté de Compton.

District du Saguenay : Richard Harry Scougall, de Manicouagan, comté du Saguenay, propriétaire de moulin. 1135

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, le 13 mars 1902, de nommer MM. Adolphe Daveluy, Amédée Pellerin, Eugène Audet, Oscar Lemire, Moïse Rhéault, Jacques Arsenault et Ferdinand Laroche, conseillers de la municipalité du village de Daveluy, comté d'Arthabaska, vu qu'une élection n'a pas eu lieu dans cette municipalité suivant la loi, en vertu des dispositions des articles 326 et 327 du code municipal. 1185

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 8 mars 1902.

Présent : — Le LIEUTENANT GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une société de colonisation est en voie de formation à Marieville, dans le comté de

To be sold at the catholic church door, in the town of Saint Jérôme, said district, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, between ELEVEN o'clock in the forenoon and FOUR o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 18th February, 1902. 890
[First published, 22nd February, 1902.]

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, dated the sixth of March, 1902, to associate to the commission of the peace, the following persons for the district of Beauharnois : Martin Conell, of the township of Hinchinbrooke, B. P. Dewitville, county of Huntingdon, and James Cottingham, of the parish of Sainte Malachie d'Ormsstow, county of Chateauguay, both farmers.

District of Montreal : Edward May, mayor of Verdun, and Andrew Joseph Dawes, of the town of Lachine, county of Jacques-Cartier, brewer, Alexandre Montbriand, mayor of the city of Sainte-Cunégonde, county of Hochelega, Alberto Dini, general merchant, Ernest Amédée Bertrand, accountant, of the Banque Hochelega, and Romuald Charlebois, merchant tailor, of the city of Montréal.

District of Ottawa : Joseph Remi Tremblay, lumber merchant, of township Maniwaki, Aimé Dole, Victor Frison, Adrien Brazeau, Abel Bernard, farmers, Pierre Favier, physician, of township Suffolk, and Alexandre Marleau, farmer, of the township of Addington, county of Ottawa.

District of Pontiac : John Proudfoot, of Fort-Coulouge, county of Pontiac, gentleman, and Damase Gervais, farmer, of the same place.

District of Rimouski : Thomas Otis, farmer, of Sainte-Félicité, county of Matane.

District of Richelieu : Joseph Moïse Brisebois, physician, and David Laperrière, merchant, of the village of Pierreville, county of Yamaska.

District of Trois-Rivières : Joseph Matteau, farmer, of the parish of Saint-Elie de Caxton, Joseph Moïse Lamy, farmer, of the parish of Yamachiche, Joseph Anselme Frigon, jr., François-Xavier Anselme Trudel, trader, of Shawinigan Falls, County of Saint-Maurice.

District of Saint-François : Edwin Bennett Pope, secretary treasurer of the municipality of the township of Compton county of Compton.

District of Saguenay : Richard Harry Scougall, of Manicouagan, county of Saguenay, mill owner. 1136

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 13th March, 1902, Messrs Adolphe Daveluy, Amédée Pellerin, Eugène Audet, Oscar Lemire, Moïse Rhéault, Jacques Arsenault and Ferdinand Laroche, councillors of the municipality of the village of Daveluy, county of Arthabaska, seeing that an election has not been held in that municipality according to law, in virtue of the provisions of articles 326 and 327 of the municipal code. 1186

Government Notice

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBERS.

Québec, 8th March, 1902.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas a colonization society is in course of formation at Marieville, in the county of Rouville,

Rouville, sous le nom de "Société de Colonisation du comté de Rouville", le but de la dite société étant d'activer par tous les moyens possibles les progrès de la colonisation dans la province de Québec, et plus spécialement dans les Cantons de l'Est, et de travailler avec énergie à l'établissement du surplus des habitants des vieilles paroisses, dans les cantons nouveaux, et au rapatriement des Canadiens émigrés aux États-Unis.

Attendu que la dite société a produit la déclaration requise signée par au moins 30 de ses membres.

Attendu que ceux-ci ont tenu, le 11 de décembre 1901, une assemblée préliminaire à laquelle ont été choisis les officiers et les membres du conseil d'administration. Ils ont aussi adopté une constitution et des règlements, ainsi qu'en fait foi la copie du procès-verbal de la dite assemblée préliminaire également produite.

Attendu que l'honorable Ministre de la Colonisation et Travaux Publics a examiné la dite constitution et les dits règlements et autres documents à lui soumis, et qu'il les a trouvés conformes aux dispositions de la loi concernant les sociétés de colonisation.

Il est ordonné que la constitution et les règlements adoptés à l'assemblée préliminaire susdite soient approuvés, et que la dite société soit reconnue sous le nom de "Société de Colonisation du Comté de Rouville".

Il est ordonné en outre que Marieville, dans le comté de Rouville, soit approuvé aux termes de l'article 1725, tel qu'amendé, des S. R. P. Q., comme localité ou peut être créée une société de colonisation.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Je certifie, par les présentes, qu'il a été formé dans la division électorale de Rouville, une société de colonisation, qui sera connue sous le nom de "Société de Colonisation du comté de Rouville", ayant le siège de ses affaires à Marieville, et que MM. Pierre Denis, président; Augustin Mercure et Hubert Fontaine, vice-présidents; D. Auguste Fontaine, secrétaire-trésorier; Alfred Girard, agent général, et Auguste Johnson, Auguste Ducharme, P. Lussier, Siméon Massé et Alfred Fournier, directeurs, membres du conseil d'administration et les signataires de la déclaration qui m'a été transmise à cet effet, et toutes personnes qui, par la suite se joindront à eux aux termes de la constitution et des règlements adoptés par la dite société, à Marieville, forment et formeront à l'avenir la dite société avec tous les pouvoirs et droits civils accordés par la section dixième, du chapitre septième du titre quatrième, tel qu'amendée, des statuts refondus de la province de Québec, concernant les sociétés de colonisation, dans certains endroits de la de la province.

LOMER GOUIN,
Ministre de la colonisation et des Travaux-Publics.

Québec, 10 mars 1902.
Enregistré le 12 mars 1902.
Libro G Folio 273.
(Signé), Jos. BOIVIN,
Député régisraire provincial.

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Avis public est donné qu'une société de colonisation a été établie sous le nom de "Société de Colonisation du comté de Rouville", par certificat en date du 10 mars 1902, enregistré au bureau du régisraire de la province le 12 mars 1902.

Les officiers de la dite société sont MM. Pierre Denis, président; Augustin Mercure et Hubert

under the name of "County of Rouville Colonization Society", the aim of the said society being to push on by all means possible the progress of colonization in the province of Quebec, and more especially in the Eastern Townships, and to labor energetically for the settlement of the surplus population of the old parishes, in the new townships, and for the repatriation of Canadian Emigrants from the United States.

Whereas the said society has filed the required declaration signed by at least 30 of its members.

Whereas the latter held, on the 11th of December, 1901, a preliminary meeting at which the officers and members of the board of management were chosen. They have also adopted a constitution and by-laws, as appears from the copy of the said preliminary meeting also filed.

Whereas the Honorable Minister of Colonization and Public Works has examined the said constitution and the said by-laws and other documents submitted to him, and has found them conformable to the provisions of the law respecting the colonization societies.

It is ordered, that the constitution and by-laws adopted at the preliminary meeting aforesaid be approved, and that the said society be recognized under the name of "County of Rouville Colonization society."

It is further ordered that Marieville, in the county of Rouville, be approved within the terms of article 1725, such amended, of the R. S. P. Q., as a place where a colonization society may be formed.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk Executive Council.

DÉPARTEMENT OF COLONIZATION AND PUBLIC WORKS

I certify, by the presents, that a colonization society which shall be known as the "County of Rouville Colonization Society," has been formed in the electoral division of Rouville, having its place of business at Marieville, and that MM. Pierre Denis, président; Augustin Mercure et Hubert Fontaine, vice-présidents; D. Auguste Fontaine, secretary treasurer; Alfred Girard, general agent, and Auguste Johnson, Auguste Ducharme, P. Lussier, Simeon Massé and Alfred Fournier, directors, members of the board of management, and the subscribers of the declaration which has been for such purpose transmitted to me, and all other persons who hereafter shall unite with them according to the terms of the constitution and by-laws adopted by the said society at Marieville, are recognized and authorized to constitute, and hereafter shall constitute the said society, with all the powers and civil rights conferred by section tenth, of chapter seventh of title fourth, such as amended, of the revised statutes of the province of Quebec, respecting colonization societies in certain parts of the province.

LOMER GOUIN,
Minister of Colonization and Public Works.

Quebec, 10th March, 1902.
Registered the 12th of March, 1902.
Libro G Folio 273.
(Signed), Jos. BOIVIN,
Deputy provincial registrar.

DEPARTMENT OF COLONIZATION AND PUBLIC WORKS

Public notice is hereby given that a colonization society has been constituted under the name of "County of Rouville Colonization Society", by certificate dated the 10th of March, 1902, registered in the registrar's office of the province, on the 12th of March, 1902.

The officers of the said society are Messrs Pierre Denis, president; Augustin Mercure and Hubert

Fontaine, vice-présidents ; D. Auguste Fontaine, secrétaire-trésorier ; Alfred Girard, agent général, et Auguste Johnson, Auguste Ducharme, P. Lussier, Siméon Massé et Alfred Fournier, directeurs, membres du conseil d'administration.

Le siège des affaires de la dite société est à Marieville.

LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation et des
Travaux Publics.

Québec, 12 mars 1902. 1137

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Pinault.

2e rang.

Lot 43, à Fortunat Lamontagne.
Lot 44, à Alf. Lavoie.
Lot 45, à Jos. Lepage.

3e rang.

Lot 34, à Arsène Madore.
Lot 35, à Wilf. Jean.
Lot 36, à Ed. Dionne.
Lot 37, à Art. Jean.

4e rang.

Lots 17 et 18, à Moïse Hudon.
Lot 19, à Frs Aubin.
Lot 25, à Baz. Noël.
Lot 26, à Adolphe Noël.
Lot 27, à W. Chêne.
Lots 28 et 29, à Nap. Jacques.
Lots 30 et 31, à Hon. Paquet.
Lot 32, à Alf. Paquet.
Lot 33, à P. Jean.
Lots 34 et 35, à Hermén. Jean.
Lot 36, à Ed. Jean.
Lot 37, à Téléphore Pelletier.

Canton Percé.

$\frac{1}{2}$ E. du lot 7, du rang C, à Olivier Mercier.

4e rang.

$\frac{1}{2}$ E. du lot 27, à Mich. Furleng, fils de Mich.
 $\frac{1}{2}$ O. du lot 27, à Mich. Furleng, fils de Geo.

Canton Massé.

Lot 69, du 2e rang, à Jos. Ouellet.
Lot 63, du 3e rang, à Guill. Guimond, fils.

Canton Ashford.

Lot 8, du 2e rang, à Paul Ouellet.

E. E. TACHE
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 15 mars 1902.

1169

Avis Divers

AVIS.

Avis est par le présent donné que dans les trente jours qui suivront la dernière insertion du présent avis, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil de cette province, par Henry Hamilton, marchand, Napoléon Edouard Hamilton, marchand, George Hamilton, commis, tous trois de la cité de Montréal, et Henry Hamilton, jr, marchand, et Auguste Singer, comptable, ces deux derniers de la ville de Westmount, aux fins d'obtenir des lettres patentes, les incorporant comme compagnie à fonds social sous les nom et raison de "La Compagnie Hamilton (limitée)," ainsi que

Fontaine, vice-presidents ; D. Auguste Fontaine, secretary-treasurer ; Alfred Girard, general agent, and Auguste Johnson, Auguste Ducharme, P. Lussier, Siméon Massé and Alfred Fournier, directors, members of the board of management.

The place of business of the said society, is at Marieville.

LOMER GOUIN,
Minister of Colonisation and
Public Works.

Quebec, 12th March, 1902.

1138

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec viz :

Township Pinault.

2nd range.

Lot 43, to Fortunat Lamontagne.
Lot 44, to Alf. Lavoie.
Lot 45, to Jos. Lepage.

3rd range.

Lot 34, to Arsène Madore.
Lot 35, to Wilf. Jean.
Lot 36, to Ed. Dionne.
Lot 37, to Art. Jean.

4th range.

Lots 17 and 18, to Moïse Hudon.
Lot 19, to Frs. Aubin.
Lot 25, to Baz. Noël.
Lot 26, to Adolphe Noël.
Lot 27, to W. Chêne.
Lots 28 and 29, to Nap. Jacques.
Lots 30 et 31, to Hon. Paquet.
Lot 32, to Alf. Paquet.
Lot 33, to P. Jean.
Lots 34 and 35, to Hermén. Jean.
Lot 36, to Ed. Jean.
Lot 37, to Téléphore Pelletier.

Township Percé.

E $\frac{1}{2}$, of lot 7, range C, to Olivier Mercier.

4th range.

E $\frac{1}{2}$, of lot 27, to Mich. Furleng, son of Mich.
W $\frac{1}{2}$, of lot 27, to Mich. Furleng, son of Geo.

Township Massé.

Lot 69, of 2nd range, to Jos. Ouellet.
Lot 63, of 3rd range, to Guil. Guimond, jr.

Township Ashford.

Lot 8, of 2nd range, to Paul Ouellet.

E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Québec, 15th March 1902.

1170

Miscellaneous Notices

NOTICE.

Notice is hereby given that within thirty days after the last insertion of this notice, application will be made to the Lieutenant Governor in council of this province, by Henry Hamilton, merchant, Napoleon Edouard Hamilton, merchant, George Hamilton, clerk, all three of the city of Montreal, and Henry Hamilton, jr., merchant, and Auguste Singer, accountant, the two latter of the town of Westmount, for the purpose of obtaining letters patent, incorporating them as a joint stock company, by the name "La Compagnie Hamilton (limitée)," as well as any other persons who may in

toutes autres personnes qui pourront à l'avenir devenir membres de la dite société.

Le but de cette société est de faire le commerce en gros et en détail de toutes les marchandises qui se vendent généralement dans les magasins à rayon (departmental store).

La place principale d'affaires sera dans la cité de Montréal, avec pouvoir d'établir des succursales dans les différentes villes de la province.

Le montant du fonds social sera de \$100,000.00 divisé en mille parts de cents piastres chacune.

Les cinq personnes ci-dessus mentionnées seront les directeurs provisoires de la dite société.

HENRY HAMILTON,

Pour les requérants.

Montréal, 13 mars 1902.

1183

Minerve, 18 février 1902.

Avis est donné par les présentes qu'une assemblée a été tenue par les conseillers, dans la municipalité du canton Minerve.

(Signé) A. B. DESMARTEAU,

Secrétaire-trésorier.

Publié en vertu de l'article 35, code municipal, paragraphe deuxième.

1187

Cour Supérieure.—District de Québec.

No 91.

Dame Victoria Desroches, dûment autorisée, de Québec, a pris ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Gustave Haynes, du même lieu, police secrète.

HUBERT CIMON,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 12 mars 1902.

1165

future become members of the said company.

The object of this company is to carry on wholesale and retail trade in all kinds of merchandize, which are sold generally in departmental stores.

Its chief place of business will be in the city of Montreal, with power to establish branches in the different towns of the province.

The amount of its capital stock will be \$100,000.00, divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

The five persons hereinabove named will be the interim directors of the said company.

HENRY HAMILTON,

For the petitioners.

Montreal, 13th March, 1902.

1184

Minerve, 18th February, 1902.

Notice is hereby given, that a meeting has been held by the councillors, in the municipality of the township Minerve.

(Signed), A. B. DESMARTEAU,

Secretary treasurer.

Published in virtue of article 35, municipal code, paragraph second.

1188

Superior Court—District of Québec.

No. 91.

Dame Victoria Desroches, duly authorized, of Québec, has, this day, taken an action for separation of property against her husband, Gustave Haynes, of the same place, detective.

HUBERT CIMON,

Attorney for plaintiff.

Québec, 12th, March 1902.

1166

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 11

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avi, etu., 645.

ASSOCIATION OU ASSURANCE : — Société de colonisation du comté de Rouville, 684.

AVIS : — Assemblée tenue par les conseillers de la municipalité du canton Minerve, 686 ; Effets de bagage non réclamés, Cie du chemin de fer du Pacifique Canadien, 663 ; Erection civile : Paroisse Saint-Viateur d'Outremont, 655 ; Requête aux fins d'obtenir une ordonnance pour promesse de vente, etc., 657 ; Séances spéciales de la cour d'Échiquier du Canada, 650.

AVIS DE CANCELLATION : — Canton de : — Ashford, 685 ; Labelle, 650 ; Massé, 685 ; Percé, 685 ; Pinault, 685 ; Stratford, 650.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 652 ; Conseil législatif, 651.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Admettre W. C. Mills, médecin, 655 ; Incorporer la Cie électrique de Sorel, 654.

ERRATUM : — A la page 614, "Gazette Officielle", lire : Saint-Majorique de Grantham au lieu de Saint-Majorique de Farnham, 648.

FAILLES : — Clark, 666 ; Corbeil, 664 ; Cousineau, 665 ; Dufort, 666 ; Doyon & Cie, 664 ; Evans et al, 664 ; Gilbert, 666 ; Voyer, 666 ; Harvey, 664 ; Jalbert, 665 ; Julien, 666 ; Labbé, 664 ; Noël & Venner, 665 ; The Canadian Wapper Manufacturing Coy, 665 ; Trussell, 665.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 11

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices &c. 645.

ASSOCIATION OF INSURANCE : — County of Rouville Colonization Society, 684.

NOTICES : — Meeting held by the councillors of the municipality of the township Minerve, 686 ; Articles of unclaimed baggage, Canadian Pacific Railway Coy, 663 ; Civil erection : — Parish of Saint Viateur d'Outremont, 655 ; Petition to the purpose of obtaining an order for promise of sale, &c., 657 ; Special sittings of the Exchequer Court of Canada, 650.

NOTICES OF CANCELLATION : — Township of : — Ashford, 685 ; Labelle, 650 ; Massé, 685 ; Percé, 685 ; Pinault, 685 ; Stratford, 650.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 652 ; Legislative Council, 651.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — To admit W. C. Mills, physician, 655 ; To incorporate La Cie électrique de Sorel, 654.

ERRATUM : — To page 614, "Official Gazette", read : Saint Majorique de Grantham instead of Saint Majorique of Farnham, 648.

INSOLVENTS : — Clark, 666 ; Corbeil, 664 ; Cousineau, 665 ; Dufort, 666 ; Doyon & Cie, 664 ; Evans et al, 664 ; Gilbert, 666 ; Voyer, 666 ; Harvey, 664 ; Jalbert, 665 ; Julien, 666 ; Labbé, 664 ; Noël & Venner, 665 ; The Canadian Wapper Manufacturing Coy, 665 ; Trussell, 665.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—Amiot, Lecours & Larivière, incorporée, 659; Beauchemin & Fla, 662; Eagle Electric Light Coy, 658; La Cie Hamilton, 685; La Cie manufacturière de Montmagny, 661; The Charles A. Bull Produce Company, 659; The Hull Brewing & Malting Coy, 661; The Quebec Opera House Coy, 660; The T. F. Moore Coy, 658; Victoria Yacht Club, Ltd., 656.

LETTRES PATENTES ÉMISSES :—The Columbus Building Association, 649; The Delfosse Coy, 649; The Sainte Agathe Boating Club, 649.

LICITATION :—Teel vs Teel *et al*, 668.

MINUTES DES NOTAIREN. DEMANDES DE TRANSFERT :—De John Helder Isaacson à Robert Bennett Hutcheson, 651.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ÉRIGÉE :—Rivière aux Pins, comté de Québec, 650.

NOMINATIONS :—*Conseillers :*—Municipalité de Saint Columban, comté des Deux-Montagnes, 646; Municipalité du village de Develuy, comté d'Arthabaska, 683.

Cour des commissaires :—Saint-François-Xavier de Verchères, comté de Verchères, 645.

Greffier conjoint :—Cour de circuit, district de Montréal, 683.

Juges de paix :—District de Montréal, 645; Province de Québec, 646; District d'Ottawa, 683; Beauharnois, 682; Richelieu, 683; Trois-Rivières, 646; Saint-François, 683; Saguenay, 683.

PROCLAMATIONS :—*Canton établi :*—Esher, comté de Pontiac, 646; Paroisse Saint-Prospère, établie pour toutes fins civiles, 647.

RÈGLES DE COUR :—Langelier vs Charlebois, 667; Tanguay vs Pennée, 667.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Dalpé vs Collette, 663; Delorme vs Bachand, 663; Desroches vs Haynes, 686; Groleau vs Demers, 663; Savage vs Marchildon, 663; Simard vs Martel, 662; Tremblay vs Montreuil, 663; Versailles vs Monette, 662; Vézina vs Charette, 662.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Martin *et al* vs La corporation du comté d'Arthabaska, 669

BEDFORD :—Nieuvanhuysse vs Chisholm, 669.

CHICOUTIMI :—Cloutier vs Boudreault, 670; La Banque Nationale vs Lavoie, 671.

GASPÉ :—Touzel vs Boucher, 671.

IBERVILLE :—Frost & Wood vs Blais, 672; La ville de Saint-Jean vs Decelles, 672.

KAMOURASKA :—Langlois vs St. Jean, 672; Pouliot vs Desrosiers, 673.

MONTMAGNY :—La corporation de Notre-Dame du Rosaire vs Renaud *et al*, 673.

MONTREAL :—Chevalier vs Faille, 675; La ville de Montréal Ouest vs Timmis, 674; Leclerc & Lamarche vs Trudel, 675; Leclerc & Bruneau vs Laporte, 676; Valiquette vs Dme Desaulniers, 674; Weir *et al* faillits, 677.

QUÉBEC :—Beaulieu vs Plante *et al*, 677; La cité de Québec vs Campagna, 678; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Breton, 678; Le

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—Amiot, Lecours & Larivière, incorporated, 659; Beauchemin & Fla, 662; Eagle Electric Light Coy, 658; La Cie Hamilton, 685; La Cie manufacturière de Montmagny, 661; The Charles A. Bull Produce Company, 659; The Hull Brewing & Malting Coy, 661; The Quebec Opera House Coy, 660; The T. F. Moore Coy, 658; Victoria Yacht Club, Ltd., 656.

LETTERS PATENT ISSUED :—The Columbus Building Association, 649; The Delfosse Coy, 649; The Sainte Agathe Boating Club, 649.

LICITATION :—Tell vs Tell *et al*, 668.

MINUTES OF NOTARIES, APPLYING FOR :—From John Helder Isaacson to Robert Bennett Hutcheson, 651.

SCHOOL MUNICIPALITY ERECTED :—Rivière aux Pins, county of Quebec, 650.

APPOINTMENTS :—*Councillors :*—Municipality of Saint Columban, county of Two Mountains, 646; Municipality of the village of Develuy, county of Arthabaska, 683.

Commissioners' court :—Saint François Xavier de Verchères, county of Verchères, 645.

Joint clerk :—Circuit court, district of Montreal, 683.

Justices of the peace :—District of Montreal, 645; Province of Quebec, 646; District of Ottawa, 683; Beauharnois, 682; Richelieu, 683; Three Rivers, 646; Saint Francis, 683; Saguenay, 683.

PROCLAMATIONS :—*Township established :*—Esher, county of Pontiac, 646; Parish of Saint-Prospère, established for all civil purposes, 647.

RULES OF COURT :—Langelier vs Charlebois, 667; Tanguay vs Pennée, 667.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Dalpé vs Collette, 668; Delorme vs Bachand, 663; Desroches vs Haynes, 686; Groleau vs Demers, 663; Savage vs Marchildon, 663; Simard vs Martel, 662; Tremblay vs Montreuil, 663; Versailles vs Monette, 662; Vézina vs Charette, 662.

SHERIFF'S SALES

ARTHABASKA :—Martin *et al* vs The corporation of the county of Arthabaska, 669.

BEDFORD :—Nieuvanhuysse vs Chisholm, 669.

CHICOUTIMI :—Cloutier vs Boudreault, 670; La Banque Nationale vs Lavoie, 671.

GASPÉ :—Touzel vs Boucher, 671.

IBERVILLE :—Frost & Wood vs Blais, 672; The town of Saint Johns vs Decelles, 672.

KAMOURASKA :—Langlois vs St. Jean, 672; Pouliot vs Desrosiers, 673.

MONTMAGNY :—The corporation of Notre-Dame du Rosaire vs Renaud *et al*, 673.

MONTREAL :—Chevalier vs Faille, 675; The town of Montreal West vs Timmis, 674; Leclerc & Lamarche vs Trudel, 675; Leclerc & Bruneau vs Laporte, 676; Valiquette vs Dme Desaulniers, 674; Weir *et al* insolvents, 677.

QUÉBEC :—Beaulieu vs Plante *et al*, 677; La cité de Québec vs Campagna, 678; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Breton, 678; Le

Crédit Foncier Franco Canadien vs Lapointe, 677 ; Veilleux vs Martel, 677.

RICHELIEU :—Garand *et al* vs Armstrong *et al*, 678.

TERREBONNE :—La Cie de papier Rolland vs Belisle, 682 ; La Cie de papier Rolland vs Cyr, 682 ; La Cie de papier Rolland vs DeMontigny, 679 ; La Cie de papier Rolland vs Desjardins, 681 ; La Cie de papier Rolland vs Desormeaux, 680 ; La Cie de papier Rolland vs Dme Noël *et al* *ès-qual*, 680 ; La Cie de papier Rolland vs Labelle *et al* *ès-qual*, 680 ; La Cie de papier Rolland vs Lecompte, 682 ; La Cie de papier Rolland vs Pagé *et al*, 679 ; La Cie de papier Rolland vs Valiquette, 680 ; Pridham vs McKenzie, 681.

Crédit Foncier Franco Canadien vs Lapointe, 677 ; Veilleux vs Martel, 677.

RICHELIEU :—Garand *et al* vs Armstrong *et al*, 678.

TERREBONNE :—La Cie de papier Rolland vs Belisle, 682 ; La Cie de papier Rolland vs Cyr, 682 ; La Cie de papier Rolland vs DeMontigny, 679 ; La Cie de papier Rolland vs Desjardins, 681 ; La Cie de papier Rolland vs Desormeaux, 680 ; La Cie de papier Rolland vs Dme Noël *et al* *ès-qual*, 680 ; La Cie de papier Rolland vs Labelle *et al* *ès-qual*, 680 ; La Cie de papier Rolland vs Lecompte, 682 ; La Cie de papier Rolland vs Pagé *et al*, 679 ; La Cie de papier Rolland vs Valiquette, 680 ; Pridham vs McKenzie, 681.